

COVID-19 et les femmes : L'épargne pour la résilience

WOMEN (IN VSLAS) RESPOND: RAPPORT FINAL, JUIN 2022

Sommaire

Résumé exécutif	3
Introduction	5
Contexte durant la COVID-19	6
Échantillonnage et méthodologie	7
Domaine d'impact prioritaires	10
Épargne et crédit	16
Prendre action	24
Genre et COVID-19	30
Besoins prioritaires	33
Diffuser les données	36
Impact des données	37
Conclusion et recommandations	39
Remerciements	42
Notes en fin de texte	42



Résumé exécutif

La pandémie de la COVID-19 n'a pas eu un impact équitable sur les femmes et les hommes. Grâce aux données collectées, nous constatons une augmentation significative pour les femmes en matière de tâches d'aidant, les travaux ménagers et de violence basée sur le genre, ainsi qu'un impact dévastateur et croissant sur les moyens de subsistance de chacun. Malgré cela, de petites lueurs d'espoir apparaissent lorsque les femmes des AVEC assument de plus en plus de rôles de leadership au sein de leurs communautés et que les hommes commencent à participer davantage aux tâches ménagères.

Les données de **Women (in VSLAs) Respond** comprennent les voix de 4,185 membres d'Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) ou VSLAs (3,266 femmes et filles) au Burundi, en Éthiopie, au Mali, au Nigeria, au Niger et en Ouganda. Cette initiative vise à évaluer comment les membres des VSLA, à la fois en tant qu'individus et en tant que groupes, ont été affectés par la pandémie et comment ils y ont répondu et se sont adaptés pour faire face à la crise. Les données examinent spécifiquement l'impact sur les individus et leurs besoins, ainsi que la manière dont les groupes ont été affectés et comment ils se sont adaptés.

Impact individuel

Les données montrent que l'impact de la pandémie **s'est progressivement aggravé** pour tous les membres des VSLA, notamment en ce qui concerne les moyens de subsistance. Loin d'être terminées, les conséquences de cette pandémie continuent de faire des ravages parmi les membres et leurs communautés.

Le principal domaine d'impact prioritaire individuel a toujours été les moyens de subsistance tout au long de la période de collecte des données (35 % lors de la première collecte de données et 43 % lors de la quatrième) et n'a cessé d'augmenter au fil de la pandémie. Les autres

domaines d'impact prioritaires sont la sécurité alimentaire, l'éducation, l'accès aux soins de santé (y compris la santé mentale) et l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Les personnes interrogées font état de **pertes d'emplois**, de **possibilités d'emploi limitées** et d'une **diminution d'activités commerciales**, toutes dues à la pandémie. Les **exploitants agricoles** ont déclaré avoir perdu une grande partie de leurs revenus, les clients n'étant pas en mesure d'acheter des produits alimentaires comme avant la pandémie. Les personnes interrogées ont également déclaré que les confinements ont affecté les opérations agricoles et les moyens de subsistance en raison de leur incapacité à se procurer des engrais et à transporter les produits agricoles.

Alors que dans certains pays les membres des VSLA ont pu poursuivre leur **épargne individuelle**, dans la majorité des pays les difficultés liées aux moyens de subsistance et l'augmentation des prix du marché ont eu un effet durable sur leur capacité d'épargne. En tenant compte des variations spécifiques à chaque pays, la moyenne mondiale montre que 35 % des personnes interrogées parviennent encore à épargner le même montant qu'avant la pandémie, mais 45 % ont déclaré avoir connu une baisse de leur épargne personnelle depuis la pandémie.

Le niveau d'aide disponible est insuffisant et les membres des VSLA ont recours à divers **mécanismes d'adaptation** pour survivre à la pandémie, notamment en vendant des biens, en empruntant à la famille élargie et aux voisins, en rationnant la nourriture et en comptant sur une aide en nature ou en espèces.

Lors de nos entretiens qualitatifs dans les six pays, les femmes se disent **plus stressées** par rapport à leurs finances et à l'éducation de leurs enfants qu'avant la pandémie.



CARE Nigeria

Les voix de 4,185 membres de VSLA sont incluses dans les données du rapport 'Women (in VSLAs) Respond'.



«Le groupe d'épargne est ma richesse, mon assurance et ma vie».

- Rediate Shawil, 16 ans, membre de la VSLA, Éthiopie

Malgré les divers défis auxquels les membres des VSLA doivent faire face, lorsque nous comparons les données globales entre les femmes qui font partie des VSLA et celles qui n'en font pas partie, nous constatons une **plus grande résilience** chez les femmes des VSLA.

Impact sur le groupe

Face à de multiples restrictions, les groupes des VSLA ont tout de même trouvé des moyens adaptés pour **continuer à fonctionner**, par exemple en se réunissant par voie numérique ou en ne faisant se réunir que les dirigeants des VSLA. Par conséquent, 85 % des membres des AVEC se réunissent toujours.

60 % des groupes VSLA poursuivent leur **épargne collective** et environ 63 % **accordent des prêts** aux membres, malgré les difficultés financières et de subsistance auxquelles ils sont confrontés.

Les membres des VSLA ont fréquemment **offert leurs compétences** pour fournir des informations sur la COVID-19 et les mesures de prévention au sein de leurs communautés. Cela inclut le partage de messages, ainsi que le développement d'entreprises de fabrication de masques et de savons.

Malgré la pandémie, les personnes interrogées ont déclaré que leurs VSLA sont toujours leur plus grande source de soutien, offrant **solidarité et entraide**. En moyenne, 66 % des groupes utilisent leurs fonds sociaux - habituellement réservés aux activités et événements sociaux - pour soutenir leurs membres financièrement et pour acheter de la nourriture et du matériel d'hygiène. Malgré cela, ils sont toujours en difficulté et ont besoin de plus de soutien.

Besoins

Les personnes interrogées ont régulièrement demandé un soutien pour les **intrants agricoles et la formation**, ainsi qu'un soutien pour leurs autres activités génératrices de revenus, comme le **développement des compétences et start-ups**. Un soutien supplémentaire est nécessaire pour

renforcer le **soutien et la protection contre la violence psychosociale et basée sur le genre**, ainsi qu'un soutien permanent indispensable pour lutter contre les normes sociales et de genre néfastes.

Utilisation des données

Ces données continuent d'être largement partagées à la fois lors de grands événements mondiaux pour faire entendre la **voix des femmes et influencer les politiques**, et lors d'événements communautaires avec les membres des VSLA et les partenaires gouvernementaux locaux pour **soutenir l'action collective et le leadership**. Les conclusions se traduisent par des **actions positives** dans les six pays, notamment des campagnes contre le mariage précoce, la création de groupes de lutte contre la violence basée sur le genre et l'adaptation des programmes. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour mettre en avant les besoins et les priorités des femmes et des communautés dans une réponse coordonnée.

Recommandations

Ce rapport fournit des recommandations claires aux gouvernements, aux organisations non gouvernementales et aux donateurs. Celles-ci vont de la prestation de **transferts d'argent et d'aide alimentaire** au soutien des groupes des VSLA en matière de **financement de leurs plans commerciaux et financiers**, en passant par la mise en relation des VSLA avec la finance formelle. Pour continuer à faire entendre la voix des femmes et à répondre à leurs besoins, tous les acteurs doivent investir dans la **collecte continue de données quantitatives et qualitatives** qui placent l'expérience des femmes au centre, non seulement en ce qui concerne la pandémie de la COVID-19 mais aussi les crises en cours auxquelles les communautés sont confrontées. Mais surtout, nous devons tous **impliquer les femmes et les filles dans nos plans et nos politiques**, en leur donnant un siège à la table où elles peuvent façonner leur propre avenir.

Introduction

Introduction

La pandémie de la COVID-19 continue de poser un défi sans précédent à presque tous les aspects des systèmes sanitaires, sociaux et économiques mondiaux¹ affectant la vie, la santé, les moyens de subsistance et le bien-être des populations du monde entier.² Malgré l'énorme défi posé par la pandémie, son impact sur la vie quotidienne n'a pas été semblable pour tous.

La pandémie aggrave la pauvreté et les inégalités de revenus dans le monde et inverse le recul de la pauvreté enregistré au cours des deux dernières décennies affectant les groupes les plus vulnérables de la société.³ Les femmes et les filles font partie de ceux qui ont été confrontés à des impacts catastrophiques et disproportionnés en raison de la COVID-19. La pandémie et certaines des réponses politiques associées ont eu un impact considérable sur les femmes. Alors que les taux de mortalité dus à la COVID-19 sont plus élevés chez les hommes, les femmes et les filles ont subi des conséquences sociales et économiques négatives dues aux pertes d'emploi et de revenus, à l'augmentation de la charge des soins, à la menace accrue d'une mauvaise santé mentale et à la violence domestique.⁴

Dès le début de la pandémie, CARE s'est efforcée stratégiquement de combler le manque de données et de travailler avec les communautés, en particulier les femmes, pour faire entendre leurs voix sur la façon dont la pandémie les affecte dans leurs besoins et leurs actions. [L'initiative Women Respond](#) de CARE a été lancée en avril 2020. Cette initiative est un exercice d'écoute sans précédent, apprenant des femmes pour mieux comprendre la situation unique que présente la COVID-19, pour affiner la programmation et le plaidoyer, et élever les voix et les préoccupations des femmes pour répondre à leurs défis. A ce jour, la plateforme Women Respond de CARE a partagé les voix de 24 000 personnes (17,363 femmes) en regroupant les résultats quantitatifs des Analyses Rapides de Genre et

d'autres évaluations de besoins dans 23 pays. Nos résultats montrent que le coût de ne pas prendre les femmes en considération continue de croître et que la situation de la COVID-19 a aggravé les impacts sur les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, la santé mentale et les services de santé.⁵ Les adolescentes sont également particulièrement vulnérables en temps de crise, car elles sont exposées à un risque accru de violence basée sur le genre et de mariage précoce et forcé.⁶

D'ici 2030, CARE vise à atteindre 50 millions de femmes et de filles en développant les VSLA.

Sous l'égide de Women Respond, CARE a mis en œuvre la sous-initiative *Women (in VSLAs) Respond*, évaluant comment les membres des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) ou Village Savings and Loans Associations (VSLA), en particulier les femmes et les filles, sont affectés par la pandémie et comment elles y répondent. Cette sous-initiative est financée par la Fondation Bill & Melinda Gates et cible des groupes au Burundi, en Ethiopie, au Mali, au Niger, au Nigeria et en Ouganda.

Les VSLA sont des groupes informels qui épargnent de l'argent ensemble et contractent de petits prêts à faible taux d'intérêt sur cette épargne. Les VSLA sont aussi de puissantes plateformes d'action collective pour autonomiser les femmes et les filles, transformer les normes de genre, augmenter la participation des femmes et répondre à des crises comme celle de la COVID-19. Les VSLA sont au cœur de la stratégie de CARE en faveur de l'autonomisation économique des femmes et des actions communautaires collectives. D'ici 2030, CARE vise à atteindre 50 millions de femmes et de filles (62 millions de personnes) en [développant les VSLA](#) dans les pays où les taux d'inégalité entre les sexes et de disparité économique sont les plus élevés.

Women (in VSLAs) Respond a cherché à évaluer comment les membres des VSLA en tant qu'individus et les VSLA en tant que groupes sont affectés par la pandémie et comment ils ont répondu et se sont adaptés pour faire face à la crise. Quatre cycles de collecte de données quantitatives et deux cycles de collecte de données qualitatives ont été menés dans les six pays pour partager les expériences vécues des membres des VSLA sur la COVID-19.

Ce rapport constitue l'analyse finale et examine les résultats obtenus dans les six pays. Il analyse et partage l'impact individuel, les besoins et les réponses des membres des VSLA rapportés tout au long de la collecte de données. Le

rapport évalue également les fonctions des VSLA et les changements de processus autour des réunions de groupe, de l'épargne et des prêts suite à la COVID-19. Le cas échéant, il analyse également les changements dans le temps en examinant les tendances des réponses des membres des VSLA. Ce rapport formule également des recommandations basées sur les principaux résultats.

Les résultats trimestriels ont été partagés sur la base des résultats des données de *Women (in VSLAs) Respond*. Le briefing du *premier trimestre* de mai 2021 peut être lu [ici](#), le briefing du *deuxième trimestre* de novembre 2021 [ici](#) et le briefing du *troisième trimestre* de mars 2022 [ici](#).

QU'EST-CE QU'UNE ASSOCIATION VILLAGEOISE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT ?

- Groupe autogéré de 15 à 30 membres individuels de la communauté.
- Principalement composé de femmes pauvres et rurales.
- Se réunit régulièrement pour épargner de l'argent, accéder à de petits prêts et obtenir une assurance d'urgence.
- Moteur essentiel des opportunités économiques
- Source de solidarité sociale
- Filet de sécurité pour de nombreuses familles en situation de vulnérabilité
- Résistantes et ingénieuses, elles sont souvent à l'origine de la réponse locale face aux crises.



Contexte durant la COVID-19

Bien que les six pays aient tous connu un certain niveau de restrictions liées à la COVID-19, l'ampleur et la durée de ces restrictions varient d'un pays à l'autre. Ces pays ne sont pas seulement confrontés à la pandémie, mais aussi à d'autres crises et chocs multiples dont la sécheresse, les inondations, l'insécurité alimentaire et les conflits qui affectent la vie et les moyens de subsistance de nombreuses personnes.

Burundi : Les quatre premiers mois de la pandémie au Burundi ont été controversés avec seulement des règles de base de distanciation sociale limitée et l'introduction d'un lavage fréquent des mains.⁷ Depuis juin 2020, des actions plus urgentes ont été introduites, notamment des campagnes de santé publique, le contrôle des voyages internationaux et des dépistages de masse.⁸ Le Burundi n'a pas mis en œuvre de mesures de confinement à l'échelle nationale⁹ et n'a pas fermé d'écoles en raison de la COVID-19.¹⁰

Éthiopie : Bien qu'un confinement à l'échelle nationale n'ait pas été mis en œuvre en Éthiopie, le gouvernement a pris diverses mesures politiques pour faire face à la pandémie. Ces mesures comprennent l'instauration de l'état d'urgence pendant cinq mois, d'avril à septembre 2020, la fermeture des écoles, la restriction de l'utilisation des transports publics, l'interdiction des grandes réunions, la suspension des rassemblements sportifs et religieux, le port de masques, des mesures de distanciation sociale et des recommandations pour rester chez soi et travailler à domicile.¹¹

Mali : Bien que le Mali n'ait pas mis en œuvre un confinement à l'échelle nationale, depuis mi-mars 2020 le gouvernement a introduit des mesures de confinement préventif, notamment un couvre-feu nocturne, la suspension des rassemblements publics, l'interdiction des rassemblements sociaux, sportifs, culturels et politiques de plus de 50 personnes et la fermeture des écoles.¹²

Niger : Le gouvernement du Niger a déclaré une urgence nationale en réponse à la pandémie et a imposé un couvre-feu nocturne dans la capitale, réduit les heures de travail, interdit les grands rassemblements¹³ et fermé les écoles.¹⁴

Nigeria : Les mesures prises au Nigeria comprenaient la fermeture des écoles, des magasins et des marchés et la suspension des rassemblements publics. Un confinement complet a commencé le 30 mars 2020. Le Nigeria a rouvert progressivement en trois phases entre mai et septembre 2020, avec des réductions progressives des restrictions de déplacement et de rassemblement. En raison du nombre élevé de cas de virus entre décembre 2020 et janvier 2021, le Nigeria a rétabli les restrictions sur les rassemblements de masse et a mis en place un ordre de rester à la maison pour les fonctionnaires. Les écoles ont repris en janvier 2021.¹⁵

Ouganda : L'un des confinements les plus stricts de la région a été observé en Ouganda. Le premier confinement a été introduit en mars 2020.¹⁶ Le pays a commencé à assouplir les mesures concernant les déplacements, les transports publics et les affaires et a raccourci le couvre-feu en octobre 2020. Cependant, en raison de l'augmentation du nombre de cas à partir de mai 2021, le gouvernement a prolongé un confinement partiel début juin 2021, suivi d'un confinement complet pendant 42 jours à partir du 18 juin 2021.¹⁷ L'Ouganda a connu la période la plus grande de fermeture d'école, les écoles ayant rouvertes en janvier 2022, près de deux ans après leurs fermetures.¹⁸



Les différents niveaux de restrictions et de confinement ont donné lieu à des répercussions à degrés variables dans les pays ciblés. Alors que les cas confirmés et les décès dus à la COVID-19 sont faibles à modérés dans les six pays, les personnes interrogées par les VSLA ont souligné qu'elles étaient confrontées à un environnement difficile pour leurs petites entreprises, leur agriculture et leurs moyens de subsistance en général, en raison de l'impact de la pandémie sur le marché et les prix des aliments. Au-delà de la COVID-19, les personnes interrogées dans les six pays doivent également faire face aux impacts de multiples

catastrophes d'origines naturelles et humaines. Par exemple, les personnes interrogées au Burundi ont évoqué l'effet des inondations, en Éthiopie celui des criquets pèlerins et au Niger celui de l'insécurité alimentaire. Les perturbations politiques et l'agitation sociale constituent également des défis permanents pour leurs moyens de subsistance.

Après deux ans, la pandémie combinée à des chocs spécifiques au contexte continue d'avoir un impact considérable et durable sur les membres des VSLA, en particulier sur les moyens de subsistance et le bien-être des femmes.

Pays	Taille de la population ¹⁹	Premier cas de COVID signalé	Cas enregistrés ²⁰	Décès ²¹	Vaccins administrés (jusqu'au 7 mai 2022) ²²
Burundi	11.89m	31 mars 2020 ²³	40,845	15	12,651
Éthiopie	114.96m	13 mars 2020 ²⁴	470,609	7,510	29,373,478
Mali	20.25m	24 mars 2020 ²⁵	30,937	733	1,502,261
Niger	24.21m	19 mars 2020 ²⁶	8,886	309	2,692,524
Nigeria	206.14m	27 février 2020 ²⁷	255,766	3,143	41,091,354
Ouganda	45.74m	21 mars 2020 ²⁸	164,153	3,598	20,899,440

Échantillonnage et méthodologie

Participants par pays

tour 1 contre tour 2 contre tour 3 contre tour 4

Burundi (73% de femmes)	Éthiopie (100% de filles adolescentes)	Mali (92% de femmes)	Niger (98% de femmes)	Nigeria (80% de femmes)	Ouganda (58% de femmes)	TOTAL
532	330	345	400	1607	971	4,185 (78% de femmes)
518	323	332	398	1498	828	3,897 (80% de femmes)
515	321	343	398	1562	725	3,864 (80% de femmes)
502	321	336	398	1601	744	3,902 (79% de femmes)

Profil démographique

Le programme *Women (in VSLAs) Respond* a été lancé en octobre 2020 dans les six pays. Les délais de collecte des données et la taille des échantillons variaient selon les pays. Les répondants quantitatifs ont été sélectionnés à partir des bases de données apportées par des membres des VSLA, en utilisant des techniques d'échantillonnage aléatoire stratifié et systématique pour avoir entre un et quatre représentants d'un sous-ensemble de groupes d'épargne.

Sur la taille totale de l'échantillon sélectionné de 5,700 membres des VSLA (85% de femmes) pour le premier tour de l'enquête quantitative, 4,185 membres des VSLA (3,266 femmes et filles) ont répondu à l'enquête. L'enquête suit les mêmes personnes qui ont répondu à la première série d'enquêtes, avec trois autres séries d'enquêtes. Le taux d'abandon global de l'enquête est inférieur à 10% et n'affecte pas les résultats.

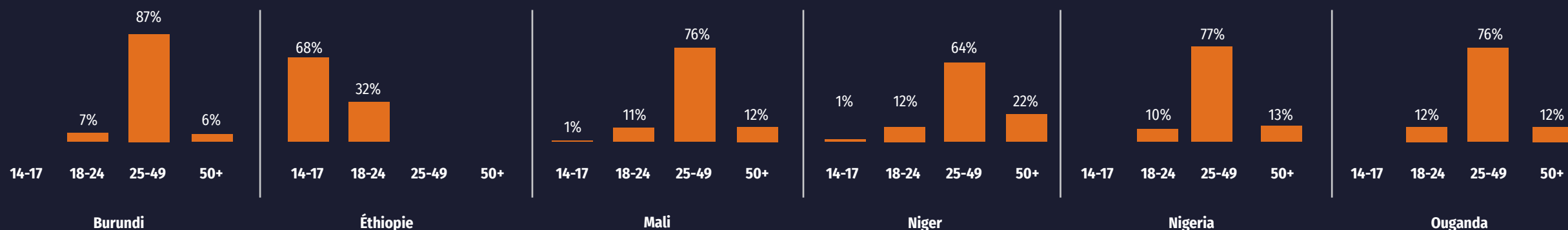
L'échantillon global comprend une grande majorité de femmes au Burundi, au Nigeria, au Niger et au Mali. Au Niger, les femmes représentent 98 % de l'échantillon interrogé ; en raison de la représentation limitée des hommes dans

l'enquête, l'analyse spécifique du Niger dans ce rapport ne comprend que les résultats individuels des femmes. En Éthiopie, l'étude a ciblé les adolescentes âgées de 14 à 20 ans. En Ouganda, l'échantillon comprend une plus petite majorité de femmes que dans les autres pays, avec 40% de répondants masculins

Dans tous les pays, à l'exception de l'Éthiopie, la majorité des répondants sont âgés de 25 à 49 ans. En Éthiopie, l'accent a été mis sur les adolescentes dans les groupes VSLA ; la tranche d'âge est donc de 14 à 20 ans. Le pourcentage le plus élevé de répondants de plus de 50 ans se trouve au Niger, où ils représentent 22% de la cohorte.

Dans chaque pays, quatre cycles de collecte de données quantitatives ont été effectués à intervalles de deux à quatre mois. Les quatre cycles de données au Burundi ont eu lieu entre mars 2021 et février 2022. En Éthiopie et au Mali, la collecte de données a eu lieu de décembre 2020 à décembre 2021. Au Niger, les données ont été rassemblées entre janvier 2021 et février 2022. Au Nigeria et en Ouganda, la collecte de données a été effectuée respectivement d'avril 2021 à janvier 2022 et de juin 2021 à février 2022.

Âge des répondants



Lieux de collecte des données

La collecte de données a ciblé les zones urbaines et rurales

Mali

Segou, Région de Mopti, Région de Tombouctou

Éthiopie

Districts de Doba, Chiro et Mesela dans la région d'Oromia

Niger

Niamey, Diffa, Tahoua, Région de Zinder

Ouganda

Districts de Gulu, Arua, Rubirizi, Bushenyi et Kyenjojo, district de Kyegegwa (y compris le camp de réfugiés de Kyaka II), district de Hoima (y compris le camp de réfugiés de Kyangwali).

Nigeria

État de Borno, Bauchi, Jigawa, Plateau, Yobe

Burundi

Bujumbura, Bujumbura Mairie, Cankuzo, Gitega, Karusi, Kayanza, Kirundo, Makamba, Muramvya, Muyinga, Mwaro, Ngozi, Rumonge, Rutana Provinces

Méthodologie

Au total, nous avons mené quatre séries d'enquêtes quantitatives et deux séries d'enquêtes qualitatives.

L'enquête quantitative offrait aux répondants des options à choix multiples pour répondre aux questions sur leur impact prioritaire, leurs besoins et leurs actions, ainsi que sur les fonctions de leur VSLA. Les répondants ont reçu des options de réponse unique aux questions. En raison de ces limitations, les données quantitatives ne fournissent pas d'informations détaillées.

Afin de fournir des informations détaillées, deux séries d'entretiens qualitatifs ont été menées dans les six pays avec des outils qualitatifs conçus pour évaluer les changements et les défis économiques et sociaux des répondants ainsi que l'expérience vécue auprès des VSLA. Les répondants de l'enquête qualitative ont été sélectionnés parmi ceux qui ont répondu au premier tour de l'enquête quantitative.

En Éthiopie, deux séries supplémentaires de discussions en groupe ont été menées avec 18 chefs communautaires, hommes et femmes. Compte tenu de l'âge des personnes interrogées, les groupes de discussion ont été inclus afin de recueillir les avis des membres adultes de la communauté.

Nous avons utilisé différents entretiens téléphoniques, numériques et en face à face pour rassembler les données quantitatives auprès des membres des VSLA dans les six pays. Les données quantitatives ont été rassemblées à distance au Burundi, au Nigeria et en Ouganda. En Ouganda, les données ont été collectées à l'aide d'une enquête par réponse vocale interactive (RVI) ; la collecte des données au Nigeria a été réalisée par une combinaison de RVI et d'entretiens téléphoniques ; et au Burundi, les données de l'enquête ont été rassemblées à l'aide de SMS. En Éthiopie, au Mali et au Niger, les données ont été collectées en face à face, en respectant les mesures de protection contre la COVID-19.



Entretiens qualitatifs

Burundi

45 personnes interrogées
67% de femmes

Premier tour
Février-avril 2021
Deuxième tour
Novembre 2021 -
janvier 2022

Niger

29 personnes interrogées
86% de femmes

Premier tour
Février-avril 2021
Deuxième tour
Juillet -
septembre 2021

Éthiopie

36 personnes interrogées
100% de femmes

Premier tour
Février-avril 2021
Deuxième tour
Juillet -
septembre 2021

Nigeria

36 personnes interrogées
72% de femmes

Premier tour
Juin -
septembre 2021
Deuxième tour
December 2021 -
February 2022

Mali

36 personnes interrogées
83% de femmes

Premier tour
Février-avril 2021
Deuxième tour
Juillet -
septembre 2021

Ouganda

32 personnes interrogées
59% de femmes

Premier tour
Juin -
septembre 2021
Deuxième tour
December 2021 -
February 2022

Domaines d'impact prioritaires

Dans cette section, nous examinons spécifiquement comment la COVID-19 a affecté les membres des VSLA dans leur vie personnelle, afin de nous aider à comprendre comment les individus vivent la pandémie.

Les résultats agrégés sur les domaines d'impact prioritaires dans les six pays montrent systématiquement les cinq principaux domaines d'impact de la COVID-19 sur les membres des groupes d'épargne : moyens de subsistance, sécurité alimentaire, éducation, accès aux soins de santé, y compris la santé mentale, eau et hygiène.

La moyenne des résultats pour l'ensemble des six pays montre une augmentation constante de l'impact de la COVID-19 sur les moyens de subsistance ; dans l'enquête du premier tour, 35 % ont indiqué que les moyens de

subsistance étaient le domaine d'impact prioritaire. Ce chiffre est passé à 37 % au deuxième tour, 44% au troisième tour et 43 % au quatrième tour.

Alors que les changements dans le pourcentage de répondants ayant signalé la sécurité alimentaire, l'accès aux soins de santé, l'eau et l'hygiène ne sont pas significatifs, les résultats montrent un déclin de l'impact sur l'éducation. Bien que 18% des personnes interrogées ont déclaré que l'éducation était un domaine d'impact prioritaire lors du premier tour, ce pourcentage est passé à 10% au quatrième tour.

Si la moyenne des résultats des six pays montre des domaines d'impact cohérents, les données spécifiques à chaque pays révèlent des différences dans les domaines d'impact prioritaires.



«La pandémie a beaucoup affecté nos revenus. Les activités économiques ne fonctionnent plus comme avant.»

- Dicko Oumou Cisse, membre fondateur et présidente de sa VSLA, Mali.



LES CINQ PRINCIPAUX DOMAINES D'IMPACT

		1er Tour	2eme Tour	3eme Tour	4eme Tour
1.	Revenus et moyens de subsistance	35%	37%	44%	43%
2.	Sécurité alimentaire	11%	18%	15%	12%
3.	Éducation	18%	16%	13%	10%
4.	Accès aux soins de santé (y compris la santé mentale)	13%	10%	12%	10%
5.	Eau, assainissement et hygiène	11%	8%	11%	13%

Dans les six pays, nous constatons une augmentation constante de l'impact de la COVID-19 sur les moyens de subsistance, passant de 35% dans la première enquête à 43% dans la quatrième.

Domaines d'impact prioritaires

BURUNDI



Au Burundi, les deux domaines d'impact les plus cités par les membres des VSLA sont l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et les revenus et les moyens de subsistance. Dans le premier cycle de données, la différence entre les hommes et les femmes déclarant l'eau, l'assainissement et l'hygiène comme domaine d'impact prioritaire n'était pas significative (29% et 32% respectivement). Cependant, dans le quatrième cycle de données, nous constatons qu'un pourcentage plus élevé de femmes (49%) que d'hommes (36%) signale un impact sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Les répondants qualitatifs ont indiqué que leur accès limité à l'eau était un problème dans leur communauté même avant la pandémie. La plupart des personnes interrogées ont déclaré que le trajet jusqu'à la source d'eau et le temps d'attente était en moyenne de 50 minutes. Ce sont surtout les femmes et les enfants qui sont chargés d'aller chercher l'eau. La pandémie a entraîné un **besoin accru d'eau** pour le lavage des mains et le nettoyage, créant un fardeau au sein de la communauté, en particulier pour les femmes et les filles.

Nous avons également observé une augmentation du taux de femmes interrogées faisant état d'impacts sur les revenus ou les moyens de subsistance au Burundi ; le taux est passé de 19 % lors du premier tour de l'enquête à 26 % lors du quatrième tour. L'impact sur les moyens de subsistance a été abordé dans les deux séries d'entretiens qualitatifs, plus de la moitié des personnes interrogées ayant déclaré avoir subi

un impact plus important sur leurs moyens de subsistance en raison de la pandémie. Les répondants qualitatifs ont spécifiquement mentionné que le **commerce transfrontalier est fortement affecté**, d'abord en raison de la fermeture des frontières, puis en raison du test de dépistage de la COVID-19 obligatoire et payant. Les personnes interrogées ont déclaré que les hommes, en particulier, avaient l'habitude de se rendre dans les pays voisins, comme la Tanzanie, pour vendre leur travail, mais qu'ils ne le pouvaient plus, ce qui a affecté le revenu du ménage, notamment pour les travailleurs journaliers. Ceux qui travaillent dans l'agriculture ont déclaré avoir perdu une grande partie de leurs revenus car les gens ne peuvent plus acheter de produits alimentaires comme avant la pandémie. Les répondants qualitatifs ont fait état d'une baisse des revenus, d'une réduction de l'épargne et d'une **augmentation des prix des denrées alimentaires** qui ont affecté les moyens de subsistance de leur ménage. Comme l'a fait remarquer une répondante qualitative au Burundi, «avant la pandémie, les prix des aliments étaient raisonnables, mais maintenant les prix augmentent rapidement, nous sommes obligés de diminuer la ration quotidienne de notre ménage». Au Burundi, les personnes interrogées dans le cadre des données qualitatives ont déclaré que la COVID-19 n'est qu'une des multiples crises auxquelles elles sont confrontées, aux côtés du changement climatique, du paludisme, des criquets et des maladies des plantes.

Burundi	1er Tour		2eme Tour		3eme Tour		4eme Tour	
	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme
Eau, assainissement et hygiène	32%	29%	37%	37%	41%	42%	49%	36%
Revenus et moyens de subsistance	19%	35%	22%	30%	23%	35%	26%	37%
Santé mentale	18%	16%	16%	11%	14%	11%	11%	9%
Alimentation ou nutrition	10%	6%	10%	10%	8%	5%	4%	10%



Ines Inimazwe / CARE



«Avant la pandémie, les prix des aliments étaient raisonnables, mais maintenant les prix augmentent rapidement, nous sommes obligés de diminuer la ration quotidienne du ménage.»

- Répondante, Burundi

Domaines d'impact prioritaires

ÉTHIOPIE



Comme prévu, les adolescentes ont signalé **un impact significatif** de la pandémie **sur l'éducation**. Le pourcentage de répondants ayant signalé un impact sur l'éducation était plus élevé lors des trois premiers tours, avec 70% au premier tour, 58% au deuxième tour et 47% au troisième tour. Au quatrième tour, le pourcentage a baissé à 28%. Cela est principalement dû aux fermetures d'écoles de mars à octobre 2020, suivies d'ouvertures par roulement pour toute l'année scolaire 2020/21. La réouverture complète des écoles en septembre 2021 explique la réduction de l'impact déclaré sur l'éducation au quatrième tour. On observe un schéma similaire avec les entretiens qualitatifs, les répondants du deuxième tour faisant état d'une amélioration de la situation. Maintenant que les écoles sont entièrement ouvertes, un soutien scolaire supplémentaire est fourni par le gouvernement local, ciblant particulièrement les filles.

Alors qu'au premier tour les personnes interrogées dans le cadre d'entretiens qualitatifs ont signalé une augmentation du taux d'abandon scolaire, en particulier chez les filles, au deuxième tour les personnes interrogées dans le cadre d'entretiens qualitatifs et de groupes de discussion ont déclaré que les élèves reprenaient leur scolarité. Cependant, les personnes interrogées ont souligné qu'en raison des difficultés de subsistance, les parents des ménages vulnérables ne sont pas en mesure de fournir du

matériel scolaire à leurs enfants. Les personnes interrogées dans le cadre des entretiens qualitatifs et des groupes de discussion ont également signalé **une augmentation des mariages précoces** dans la communauté lors du premier tour des entretiens. L'augmentation des taux a conduit à des campagnes de la communauté et du gouvernement local contre le mariage précoce. Lors des entretiens du second tour, les personnes interrogées ont déclaré que la réponse globale et l'attention portée à la lutte contre le mariage précoce atténuent le problème. Les personnes interrogées dans les groupes de discussion ont souligné qu'une évolution positive en faveur de la scolarisation des filles au cours des années précédant la pandémie avait été inversée en raison de la fermeture des écoles.

Les résultats en Éthiopie montrent également une augmentation constante du pourcentage de personnes interrogées signalant l'impact sur leur **accès aux réseaux sociaux**. Le pourcentage d'adolescentes qui ont déclaré avoir des réseaux sociaux limités est passé de 9 % à 21 % dans les enquêtes du premier et du quatrième tour. Lors des entretiens qualitatifs, les personnes interrogées ont déclaré que la fermeture de l'école avait considérablement affecté leur moral et leur interaction sociale, et bien que les écoles soient désormais ouvertes, les personnes interrogées ont déclaré que leur réseau social était limité. Cela montre

que la période initiale de fermeture des écoles et l'ordre de rester à la maison ont entraîné un défi durable pour les adolescentes. De même, la perturbation des réunions de groupe, sur lesquelles les filles comptaient souvent pour l'interaction sociale, a un impact à long terme.

Nous avons constaté une augmentation de l'**impact sur les moyens de subsistance**, qui est passé de 5 % seulement lors du premier tour à 28 % lors du quatrième tour. L'impact sur les moyens de subsistance a été systématiquement évoqué lors des deux séries d'entretiens qualitatifs et des groupes de discussion en Éthiopie. Toutes les personnes interrogées ont déclaré que le revenu de leur ménage avait diminué. Les restrictions de mobilité au début de la pandémie ont empêché les familles d'accéder à des marchés plus importants pour vendre leurs produits agricoles et la demande de travail quotidien était extrêmement faible. Le prix des aliments et des intrants agricoles ayant augmenté, les personnes interrogées ont déclaré avoir du mal à joindre les deux bouts. Les répondants des groupes de discussion et des groupes qualitatifs ont déclaré que les criquets pèlerins ont endommagé leur production agricole, ce qui a encore affaibli les moyens de subsistance des ménages. Les personnes interrogées dans les groupes de discussion ont déclaré que les criquets pèlerins avaient détruit 85 % de leur production agricole. Un répondant qualitatif a déclaré que «bien que les marchés aient rouvert, les revenus de nos familles n'ont pas été rétablis». Une femme interrogée dans le cadre d'un groupe de discussion a ajouté : «la combinaison de la pandémie et de la crise du criquet pèlerin a modifié de manière négative nos moyens de subsistance. Notre production a diminué, nous avons du mal à nourrir nos familles et l'inflation du marché a considérablement limité notre capacité d'achat.»

Éthiopie	1er Tour	2eme Tour	3eme Tour	4eme Tour
Éducation	70%	58%	47%	28%
Accès au réseau social	9%	16%	19%	21%
Revenus et moyens de subsistance	5%	15%	14%	28%
Eau, assainissement et hygiène	6%	2%	8%	16%



Téras Berhe / Carte Éthiopie



«Pendant le confinement, lorsque les écoles étaient fermées, nous n'avions aucun intérêt à continuer à apprendre à la maison. Nos rêves sont restés bloqués.»

- **Mahlet Gulilat**, 15 ans, chef de VSLA, Éthiopie.

Domaines d'impact prioritaires

MALI



Au Mali, dans tous les cycles de l'enquête, plus de 70% des répondants ont systématiquement indiqué que les revenus et les moyens de subsistance étaient l'impact prioritaire auquel ils étaient confrontés en raison de la COVID-19. Alors que les femmes rapportent un impact sur l'éducation, passant de 9% au premier tour à 2% au quatrième tour, les femmes rapportant un impact sur la nourriture ou la nutrition ont augmenté de 5% au premier tour à 11% au quatrième tour, les femmes étant plus susceptibles de

rapporter un impact sur ce domaine que les hommes. Les femmes membres de VSLA au Mali sont également plus susceptibles de faire état d'un impact sur leur accès aux soins de santé par rapport aux répondants masculins. Les répondants qualitatifs des deux cycles ont également déclaré être confrontés à de **graves problèmes de moyens de subsistance**, la réduction des revenus et l'**augmentation des prix des produits de base** constituant le principal défi pour leurs ménages.

Mali	1er Tour		2eme Tour		3eme Tour		4eme Tour	
	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme
Revenus et moyens de subsistance	70%	89%	67%	71%	75%	72%	68%	92%
Éducation	9%	0%	3%	0%	3%	14%	2%	0%
Alimentation et nutrition	5%	4%	9%	7%	10%	0%	11%	0%
Accès aux soins de santé	7%	0%	9%	4%	6%	3%	9%	0%



«Durant cette pandémie, nous avons rencontré de nombreux problèmes, notamment la situation économique. La baisse de nos revenus a également affecté la consommation alimentaire, la santé et l'éducation du ménage.»

- Répondant qualitatif, Niger

NIGER



Comme au Mali, les revenus et les moyens de subsistance constituent l'impact le plus important au Niger dans tous les cycles d'enquête. Les femmes des VSLAs interrogées ont systématiquement indiqué que les moyens de subsistance étaient le principal domaine d'impact. Celui-ci est passé de 42% au premier tour à 71% au troisième tour, puis a légèrement diminué à 65% au quatrième tour. Cela peut être en partie attribué à une **production agricole** particulièrement **faible** au cours du deuxième trimestre et démontre l'impact de la pandémie sur les moyens de subsistance des femmes à plus long terme. L'alimentation ou la nutrition est le deuxième impact le plus important au Niger, avec 18% à 20% des femmes qui ont signalé cet impact dans tous les cycles d'enquête. Les données montrent que la production céréalière au Niger a diminué de 40% en 2021. Ceci est principalement dû aux effets combinés de conditions climatiques défavorables, d'attaques de ravageurs et de situations sécuritaires difficiles dans le pays ; ces facteurs, combinés aux effets

de la pandémie, contribueraient à accroître l'insécurité alimentaire.³³³⁴ Alors que l'impact rapporté sur les moyens de subsistance a augmenté de manière significative, l'impact rapporté sur l'éducation et les soins de santé a diminué - l'éducation passant de 15% à 8% et l'accès aux soins de santé de 12% à 2% dans la première et la quatrième enquête. Cela peut s'expliquer par l'urgence du défi des moyens de subsistance, qui a pris le pas sur tous les autres défis. Les répondants qualitatifs au Niger, lors des deux séries d'entretiens, ont indiqué que la **situation économique** globale de leur ménage **s'était détériorée** depuis la pandémie. Une femme a déclaré : « Pendant cette pandémie, nous avons rencontré de nombreux problèmes, en particulier la situation économique, la baisse des revenus qui a également affecté la consommation alimentaire, la santé et l'éducation du ménage ». « Les personnes interrogées au Niger ont également signalé une réduction des envois de fonds des membres de la famille vivant dans d'autres régions du pays ou à l'étranger.

Niger	1er Tour	2eme Tour	3eme Tour	4eme Tour
Revenus et moyens de subsistance	42%	46%	71%	65%
Alimentation et nutrition	20%	20%	20%	18%
Éducation	15%	7%	7%	8%
Accès aux soins de santé	12%	16%	0%	2%

Domaines d'impact prioritaires

NIGERIA



Dans les quatre enquêtes menées au Nigeria, un pourcentage élevé de personnes interrogées a déclaré que l'impact le plus important auquel elles étaient confrontées concernait leurs revenus et leurs moyens de subsistance. Les données montrent un **impact croissant sur le revenu et les moyens de subsistance**, 27% des femmes et 36% des hommes ayant déclaré que le revenu et les moyens de subsistance étaient le principal domaine d'impact lors du premier tour. Au quatrième tour, 46% des femmes et 48% des hommes ont déclaré la même chose.

L'alimentation ou la nutrition est le deuxième impact le plus prioritaire pour les hommes et les femmes. Lors du premier cycle de l'étude, les femmes ont signalé des niveaux plus élevés d'impact sur l'alimentation ou la nutrition que les hommes (22% de femmes contre 16% d'hommes). Les résultats montrent des taux plus proches de femmes et d'hommes rapportant un impact alimentaire ou nutritionnel dans l'enquête suivante. Nous avons également observé un **quasi-doublement de l'impact sur la sécurité alimentaire** lorsque nous avons comparé les données du premier et du troisième tour. Lors du premier tour, 22% des femmes et 16% des hommes ont fait de l'alimentation ou de la nutrition leur principal domaine d'impact ; ce pourcentage est passé à 40% des femmes et 38% des hommes lors de l'enquête de troisième tour. Le pourcentage a baissé à 26% de femmes et 23% d'hommes lors du quatrième tour.

Alors que le pourcentage de personnes interrogées ayant fait état de revenus et de moyens de subsistance et de nutrition alimentaire a augmenté, le taux de personnes ayant signalé un impact sur l'accès aux soins de santé, la sécurité, l'eau, l'assainissement et l'hygiène a diminué, tant chez les femmes que chez les hommes. Le pourcentage de femmes et d'hommes ayant déclaré un impact sur l'accès aux soins de

santé, à la sécurité, à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène se situait entre 10% et 17% lors du premier tour de l'enquête. Ceci celle-ci a été ramenée entre 2% et 5% lors de l'enquête du quatrième cycle, car la gravité croissante des problèmes de subsistance ont évincé ces priorités.

Les répondants qualitatifs au Nigeria ont indiqué que les phases de confinement ont fortement affecté les déplacements physiques et les activités économiques, ce qui a **limité l'accès aux marchés**, et de surcroît a entraîné des pertes de revenus, en particulier pour les propriétaires d'entreprises. Les personnes interrogées au Nigeria ont fait état d'une augmentation des prix des produits de base et des coûts de transport, ce qui a eu un impact supplémentaire sur leurs moyens de subsistance et leurs activités. Les personnes interrogées ont également indiqué que le confinement a aussi affecté les opérations agricoles et les moyens de subsistance des agriculteurs en raison de leur **incapacité à se procurer des engrais et à transporter les produits agricoles**. En plus de la perte d'activité et de moyens de subsistance, les répondants qualitatifs au Nigeria ont indiqué que les impacts sur l'éducation des enfants **étaient** l'une des difficultés de la pandémie. Les répondants ont déclaré que les enfants avaient le sentiment qu'ils pourraient ne pas retourner à l'école, ce qui affectait leurs espoirs et leurs aspirations.



Le confinement a affecté les opérations agricoles et les moyens de subsistance des agriculteurs, qui n'ont pas pu se procurer d'engrais et transporter leurs produits.



CARE Nigeria

Nigeria	1er Tour		2eme Tour		3eme Tour		4eme Tour	
	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme
Revenus et moyens de subsistance	27%	36%	30%	31%	34%	35%	46%	48%
Alimentation ou nutrition	22%	16%	32%	31%	40%	38%	26%	23%
Accès aux soins de santé	17%	12%	15%	14%	5%	4%	4%	5%
Sécurité	14%	13%	11%	17%	3%	3%	1%	3%
Eau, assainissement et hygiène	12%	10%	2%	2%	2%	4%	2%	4%
Éducation	5%	5%	5%	2%	3%	3%	10%	7%
Accès et utilisation des services financiers	1%	5%	3%	4%	10%	12%	4%	5%

Domaines d'impact prioritaires



En Ouganda, les données montrent une constance dans les rapports des enquêtes dans les domaines de l'éducation, l'accès aux soins de santé, l'accès aux réseaux sociaux, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la sécurité ainsi que l'accès aux services financiers. Entre 8 et 11 % des personnes interrogées ont déclaré ces domaines d'impact dans tous les cycles d'enquête. Les **revenus et les moyens de subsistance** constituent le principal impact signalé. Cependant, les données montrent une baisse du taux de répondants signalant cet impact. Au fur et à mesure que les impacts sur la sécurité alimentaire se sont aggravés, le taux de personnes ayant donné la priorité aux moyens de subsistance a diminué, passant de 28 % lors de la première enquête à 18 % lors de la quatrième enquête. L'accès aux soins de santé et à l'éducation sont parmi les deux principaux impacts signalés, après les revenus et les moyens de subsistance. Les données montrent un résultat mitigé en ce qui concerne l'alimentation ou la nutrition ; lors du premier tour, seuls 5% des femmes et

4% des hommes ont signalé un impact sur l'alimentation et la nutrition. Ce taux est passé à 9 % pour les femmes et 7 % pour les hommes lors de l'enquête de deuxième tour. Au cours des troisième et quatrième cycle d'enquête, 10 % et 11 % des femmes ont déclaré avoir un impact sur l'alimentation ou la nutrition, contre 0 % des hommes. Comme en Éthiopie, nous observons que les personnes interrogées en Ouganda signalent systématiquement un impact sur les réseaux sociaux. Les personnes interrogées ont également tendance à donner la priorité à la sécurité et à la santé mentale. Contrairement aux cinq autres pays où nous observons le plus fort taux de répondants donnant la priorité à l'impact dans deux ou trois domaines d'impact, en Ouganda, à l'exception du revenu ou des moyens de subsistance, les autres domaines d'impact ont des taux de réponse relativement plus faibles.

En Ouganda, les répondants qualitatifs ont déclaré que le confinement et les restrictions ont entraîné des pertes d'emploi et de moyens de subsistance, ce qui a réduit

Ouganda	1er Tour		2eme Tour		3eme Tour		4eme Tour	
	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme
Revenus et moyens de subsistance	28%	29%	26%	28%	20%	21%	18%	18%
Éducation	11%	8%	12%	10%	13%	10%	11%	11%
Alimentation ou nutrition	5%	4%	9%	7%	10%	0%	11%	0%
Accès aux soins de santé	11%	12%	11%	12%	11%	12%	13%	15%
Accès aux réseaux sociaux	9%	9%	10%	7%	9%	8%	10%	10%
Eau, assainissement et hygiène	9%	9%	9%	9%	10%	11%	12%	10%
Sécurité	8%	11%	11%	12%	8%	11%	10%	10%
Accès et utilisation des services financiers	12%	12%	8%	12%	13%	10%	9%	12%
Santé mentale	4%	5%	3%	2%	7%	6%	9%	7%

le revenu des ménages. Le **confinement a constitué un obstacle majeur** à l'obtention d'un emploi et à la continuité de l'emploi. Les répondants qualitatifs en Ouganda ont

également fait état d'un impact sur l'éducation des enfants qui, en raison de la fermeture prolongée des écoles, ont été déscolarisés pendant de longues périodes.

Malgré les différences entre les pays, les résultats montrent que les moyens de subsistance et les revenus constituent le principal impact signalé dans la plupart des pays. Au Mali, au Niger, au Nigeria et en Ouganda, les moyens de subsistance et les revenus ont continué à être l'impact le plus important et en croissance dans tous les cycles d'enquête. L'exception est l'Ouganda, où nous avons observé un taux en baisse. L'Éthiopie et le Burundi sont les deux pays dont les priorités principales diffèrent de celles des autres pays - au Burundi, l'eau, l'assainissement et l'hygiène sont prioritaires, tandis qu'en Éthiopie, l'éducation est l'impact prioritaire signalé. Malgré ces différences, les deux pays affichent également un impact accru sur les moyens de subsistance et les revenus. Les différences dans les domaines d'impact prioritaires sont principalement

dues à la démographie des répondants de l'échantillon, aux chocs contextuels spécifiques aux pays, et aux différentes mesures autour du confinement lié à la COVID-19. Malgré ces différences contextuelles, les cinq principaux impacts signalés sont les moyens de subsistance et les revenus, la nourriture ou la nutrition, les soins de santé, y compris la santé mentale, l'éducation et l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Malgré les défis variés que les membres des VSLA doivent affronter, lorsque nous comparons les données globales entre les femmes qui font partie des VSLA et celles qui n'en font pas partie, nous constatons une plus grande résilience chez les femmes des VSLA. Les femmes membres d'une VSLA sont entre un quart et la moitié moins susceptibles de rapporter

que la COVID-19 a eu un impact négatif sur leurs moyens de subsistance, leur sécurité alimentaire, leurs services de santé et leur santé mentale que leurs homologues non membres d'une VSLA. Des tendances similaires se dégagent chez les hommes des VSLA ; ils sont généralement moins susceptibles de donner la priorité aux impacts dans la plupart des domaines que les hommes qui ne font pas partie de groupes d'épargne.

Si nous savons que les moyens de subsistance constituent le principal impact pour la plupart des personnes interrogées, cela a un effet d'entraînement sur d'autres domaines, notamment l'alimentation, l'éducation, les services de santé et le bien-être général. Malgré la résilience dont font preuve les VSLA, l'impact croissant sur les moyens de subsistance

indique que les membres sont toujours en difficulté et que le soutien disponible jusqu'à présent n'a pas été suffisant. Comme beaucoup ont utilisé leurs ressources disponibles, y compris leurs économies et leurs actifs pour compléter leurs revenus au cours des deux dernières années, ils s'inquiètent pour leur avenir, celui de leurs enfants et de leur ménage.

* Les données mondiales de CARE ont été récoltées dans divers contextes, en utilisant divers outils, échantillonnages et méthodologies basés sur les besoins et contraintes de chaque contexte. En raison de ces différences, les données globales n'offrent pas de résultats purement comparatifs. Cependant, ces comparaisons apportent un aperçu approximatif pour évaluer les réponses entre les différents groupes et lieux.

Épargne et crédit

Les associations villageoises d'épargne et de crédit ont été choisies comme objet de cette sous-initiative afin que nous puissions recueillir des informations détaillées sur l'impact de la pandémie sur les activités des groupes. Nous examinons ici en détail comment les groupes ont adapté leurs réunions et comment la pandémie a agi sur l'épargne individuelle et collective, ainsi que sur les prêts collectifs.

Réunions de groupe

Malgré les différences entre les pays, en moyenne, les données montrent un pourcentage élevé de membres de VSLA qui continuent à se réunir comme avant ou sous une forme ajustée. Cela inclut les membres des VSLA qui ont adapté leurs procédures de réunion en réduisant la durée des réunions physiques, en se réunissant moins fréquemment, en se réunissant uniquement entre dirigeants ou en se réunissant numériquement. La moyenne des six pays montre qu'environ 85 % des membres des VSLA continuent à se réunir comme avant ou sous des formes

85% des membres de VSLA se réunissent toujours



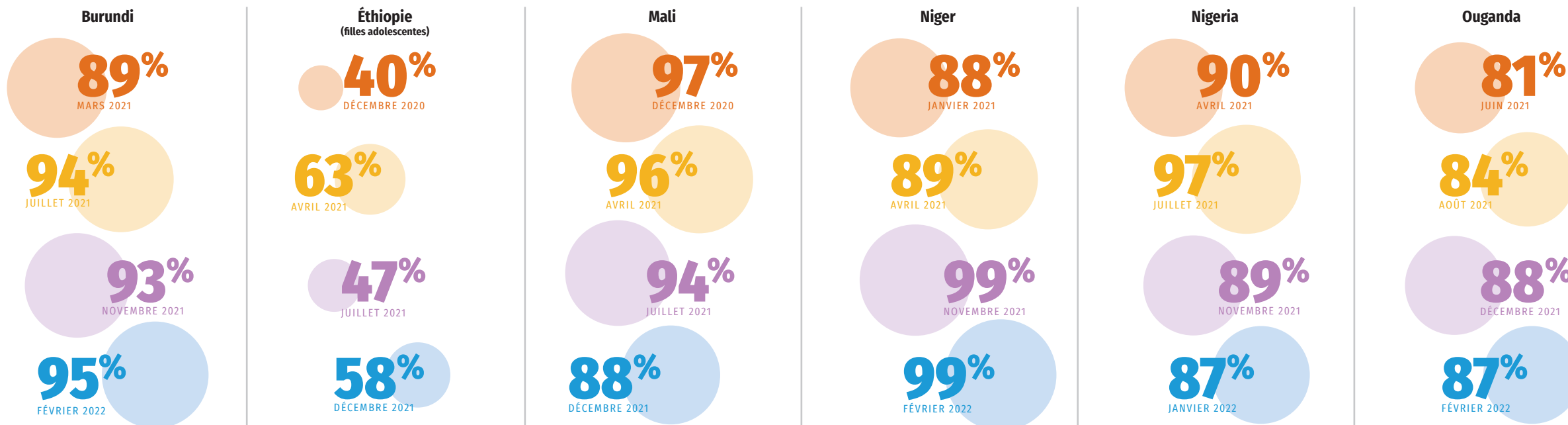
ajustées. Toutefois, les réunions ont été beaucoup plus perturbées en Éthiopie chez les adolescentes. Les résultats par pays ne montrent pas de différences significatives aux procédures de réunions apportées par les femmes et les hommes membres de VSLA.

BURUNDI

Lors du premier tour de l'enquête au Burundi, 89% des personnes se réunissaient encore d'une façon ou une autre. Ce chiffre est passé à 95 % au quatrième tour. Au début de la pandémie, cela a demandé beaucoup d'adaptation, avec seulement 26% des groupes se réunissant de la même manière qu'avant la pandémie. Au quatrième tour, la situation était plus stable, 52 % des groupes ayant retrouvé le même style de réunion qu'avant la pandémie. Les répondants qualitatifs des deux séries d'entretiens ont également indiqué que les réunions des VSLA se sont poursuivies malgré les difficultés. Même si dans certains groupes les réunions étaient moins fréquentes, la majorité des membres des VSLA ont continué à se réunir.

Réunions toujours en cours

tour 1 contre **tour 2** contre **tour 3** contre **tour 4**



Épargne et crédit

Réunions de groupe

MALI

Plus de 90% des répondants au Mali lors des trois premiers tours de l'enquête et 88% lors du quatrième tour ont déclaré se réunir avec leur groupe. Les résultats montrent que 64% au premier tour et 70% au quatrième tour de l'enquête se réunissaient comme avant. Seuls 3 à 5 % de tous les cycles d'enquête au Mali ont déclaré que leur groupe avait cessé de se réunir. Les répondants qualitatifs au Mali ont déclaré que même si la plupart des groupes de VSLA continuaient à se réunir, les réunions étaient souvent irrégulières, surtout au début de la pandémie.

NIGER

Bien qu'un pourcentage élevé de répondants au Niger ait déclaré poursuivre les réunions, lors des deux premiers cycles d'enquêtes, environ 70 % des réunions étaient sous une forme adaptée. Cette situation a changé de manière significative, puisque 99 % des répondants ont déclaré se réunir de la même manière qu'avant la pandémie lors des deux dernières enquêtes.

NIGERIA

Plus de 85% ont déclaré continuer à se réunir dans tous les tours de l'enquête au Nigeria ; nous avons observé une légère baisse dans les derniers tours de l'enquête par rapport au premier tour. Dans le premier, le deuxième et le troisième tour de l'enquête, 54% à 64% ont déclaré se réunir de la même façon qu'avant la pandémie, tandis que les autres répondants se réunissaient sous une forme

adaptée. La réduction a été plus importante dans l'enquête du troisième tour, où seulement 27 % ont déclaré se réunir comme avant, et 62 % ont déclaré se réunir sous une forme adaptée. Les répondants qualitatifs ont indiqué que, même si les membres s'efforçaient de continuer à se réunir, les réunions étaient irrégulières et ils ne pouvaient pas se réunir aussi fréquemment qu'avant la pandémie en raison des restrictions. Le manque d'interactions entre les réunions a grandement affecté les projets du groupe, comme l'a fait remarquer une femme interrogée au Nigeria : « Pendant le confinement, nous n'avons pas pu tenir notre réunion hebdomadaire, donc même si nous avons des projets, nous n'aurions jamais pu les exécuter. »

OUGANDA

Alors que le pourcentage de répondants qui ont déclaré continuer à se réunir en Ouganda se situe entre 81% et 87%, les résultats tout au long des enquêtes montrent que seuls 11% à 18% se réunissaient encore de la même manière qu'avant la pandémie. La majorité des personnes interrogées se réunissent de manière adaptée. Le pourcentage de personnes interrogées ayant déclaré que leurs réunions de groupe avaient cessé était de 12 % lors du premier tour de l'enquête, puis de 9 % lors du quatrième tour. En Ouganda, la plupart des répondants qualitatifs ont également signalé une perturbation des réunions régulières en raison du confinement. Après la levée du confinement, les répondants ont déclaré que les réunions étaient ouvertes à tous les membres, mais que la participation restait faible.



Terhas Berhe / CARE Éthiopie

ÉTHIOPIE

En Éthiopie, les adolescentes ont eu du mal à continuer à se réunir en raison de la fermeture des écoles, du fait qu'elles restent à la maison et des difficultés générales de subsistance. Seulement 40 % d'entre elles ont déclaré s'être rencontrées lors du premier tour ; ce chiffre est passé à 63 % lors du deuxième tour. Sur ces 63 %, seuls 15 % se réunissaient de la même manière qu'avant la pandémie. Au troisième tour, le pourcentage est passé à 47 %, et au quatrième tour, il a augmenté pour atteindre 58 %. L'enquête du quatrième tour a montré que 20% se réunissent comme avant, tandis que 38% ont déclaré se réunir sous une forme adaptée.

Une grande partie des répondants à l'enquête, 55 % au premier tour et 42 % au quatrième tour, ont déclaré

que leur groupe avait cessé de se réunir. Dans les entretiens qualitatifs et les groupes de discussion, les personnes interrogées ont déclaré que les groupes de VSLA d'adolescents ont du mal à continuer à se réunir. La fermeture des écoles a d'abord perturbé les réunions, car la plupart des VSLA d'adolescents se réunissent à l'école. Par la suite, si certaines VSLA ont trouvé d'autres lieux et ont continué à se réunir, la majorité d'entre elles ont arrêté parce qu'elles n'étaient plus en mesure d'épargner en raison des difficultés de subsistance. Les personnes interrogées dans les groupes de discussion ont déclaré que les VSLA d'adultes de la communauté ont repris leurs réunions après une courte interruption, alors que les adolescentes luttent toujours pour parvenir à se réunir.

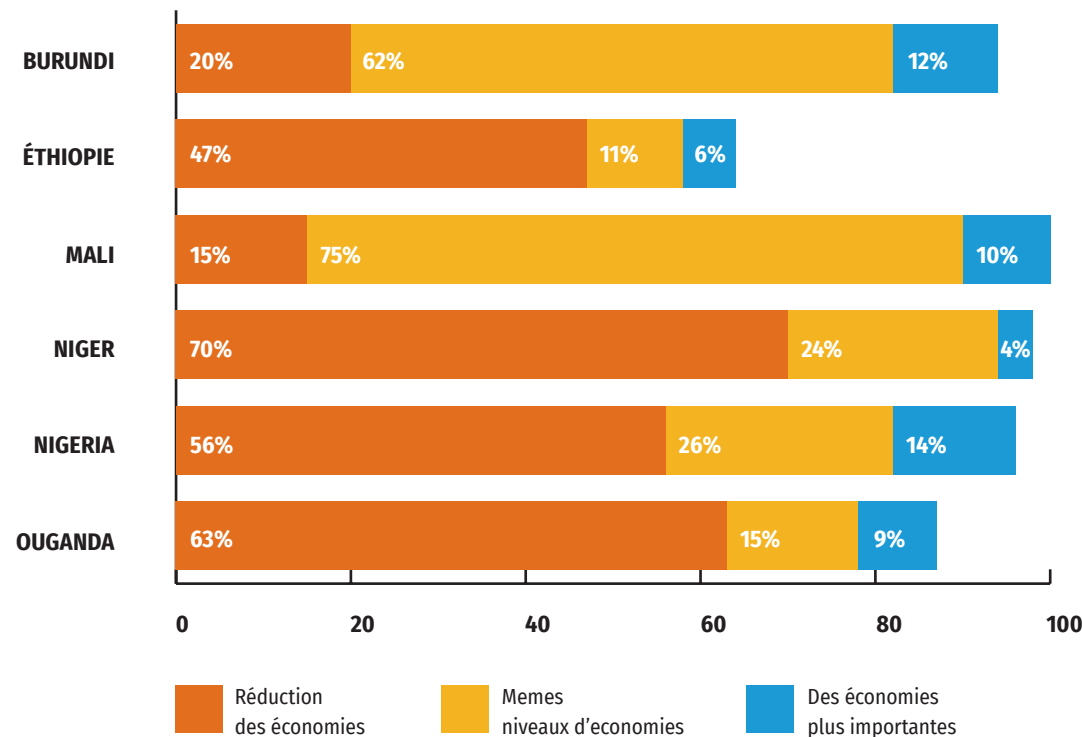
Épargne et crédit

Épargne individuelle

Les répondants de chaque pays ont été interrogés sur leur niveau d'épargne individuelle depuis la pandémie. Les difficultés liées aux moyens de subsistance, rajoutées aux difficultés liées à l'augmentation des prix du marché, ont probablement eu un effet durable sur la capacité des membres des VSLA à épargner. A l'exception du Mali et du Burundi, où la majorité des personnes interrogées ont déclaré avoir le même niveau d'épargne qu'avant la

pandémie, la plupart des personnes interrogées dans les quatre autres pays ont déclaré avoir connu des niveaux d'épargne plus faibles depuis la pandémie. En tenant compte des variations spécifiques à chaque pays, la moyenne mondiale montre que 35 % des personnes interrogées parviennent toujours à épargner le même montant qu'avant la pandémie, mais 45 % ont déclaré avoir connu une baisse de leur épargne personnelle depuis.

Épargne individuelle moyenne



«L'épargne totale du groupe a diminué parce que les gens ont paniqué et réduit leurs contributions, incertains de ce qui pourrait se passer le lendemain.»

- Christine Sibomana, fondatrice d'un groupe VSLA et superviseur de six groupes, Burundi.

Épargne collective

La poursuite de l'épargne collective varie énormément d'un pays à l'autre, à l'exception du Mali, qui affiche un taux constant de répondants déclarant épargner encore dans les quatre séries d'enquêtes. Les cinq autres pays ont montré des taux d'épargne fluctuants parmi les membres des VSLA.

MALI

Nous observons ici l'épargne la plus cohérente sur l'ensemble des quatre cycles, où 75 à 76% des répondants ont déclaré continuer à épargner, et seulement 25% ont déclaré que les membres étaient incapables d'épargner ou avaient réduit leur épargne de groupe. Les répondants qualitatifs ont également déclaré que l'épargne de groupe s'est poursuivie au Mali malgré les difficultés de subsistance. Dans certains cas, les membres ont réduit leurs parts d'épargne, mais ont continué à épargner.

NIGER

Au Niger, nous observons le taux d'épargne le plus faible au deuxième tour (25%). Cela pourrait être attribué à la **baisse de la productivité agricole** que les répondants ont connue et à la nécessité d'utiliser leur argent pour la saison agricole. Cette fluctuation saisonnière a été suivie d'un retour à un modèle d'épargne plus normal lors des troisième et

quatrième tours où presque tous les groupes épargnent à nouveau. Lors des entretiens qualitatifs, la plupart des personnes interrogées au Niger ont déclaré qu'elles n'avaient pas cessé d'épargner pendant la pandémie ; toutefois, elles ont indiqué que pour beaucoup, l'épargne était difficile et irrégulière en raison des difficultés de subsistance. Les groupes VSLA continuent à épargner maintenant, mais le montant de l'épargne est généralement plus faible.

BURUNDI

Ici, les données montrent un **déclin constant de l'épargne de groupe** au cours des quatre cycles de collecte de données. Lors du quatrième cycle d'enquête, seuls 4% ont déclaré que leur groupe avait collectivement accepté de suspendre l'épargne. 15% ont déclaré que les membres individuels du groupe étaient incapables d'épargner, et 15% ont déclaré que les membres avaient abandonné leur épargne. Cependant, plus de la moitié des membres continuent à épargner collectivement. Les données qualitatives révèlent l'impact prolongé de la pandémie sur les moyens de subsistance et l'épargne individuelle, encore exacerbé par l'inflation et la réduction des revenus, ce qui affecte la capacité des répondants à épargner. Les personnes interrogées sur le plan qualitatif ont déclaré que la plupart des membres du groupe continuaient à épargner, même si cette épargne était réduite.

Épargne et crédit

Épargne collective

NIGERIA

Au cours des trois premiers cycles d'enquête, le Nigeria a enregistré un pourcentage stable de 51% à 56% de répondants déclarant une épargne collective continue, mais ce nombre a chuté à seulement 34% lors du quatrième cycle. Les répondants qui ont déclaré que leur groupe avait cessé d'épargner sont passés de 9% au premier tour à 17% au quatrième tour. Et le pourcentage de répondants qui ont déclaré que leurs membres avaient abandonné leur épargne a augmenté de 25% au premier tour à 39% au quatrième tour. Les répondants qualitatifs ont indiqué que les groupes VSLA avaient du mal à collecter l'épargne

des membres et à mettre en commun les ressources en raison de la baisse des revenus et de l'augmentation du coût de la vie. Les personnes interrogées au Nigeria ont déclaré qu'elles **ne voyaient guère d'améliorations depuis la levée des mesures de confinement** et qu'elles étaient loin de gagner autant qu'avant la pandémie. Auparavant, ils investissaient leurs revenus à la fois dans les dépenses du ménage et dans leur entreprise. Aujourd'hui, leurs revenus ne suffisent même pas à couvrir les besoins de base.

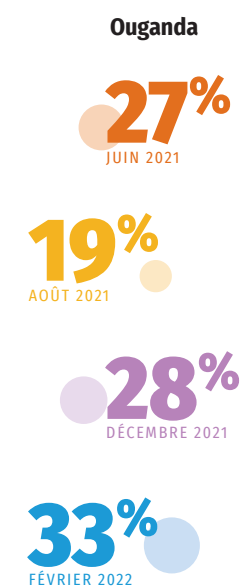
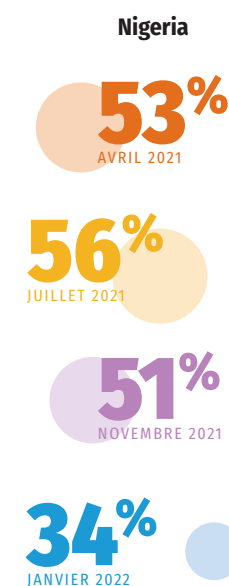
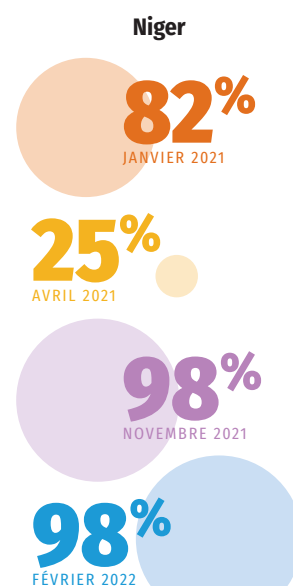
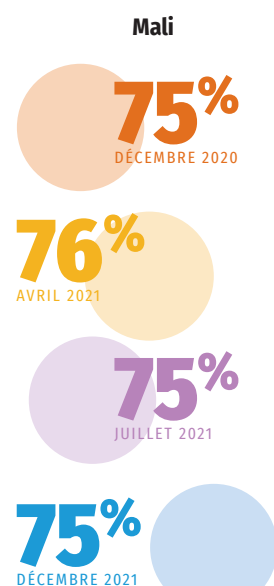
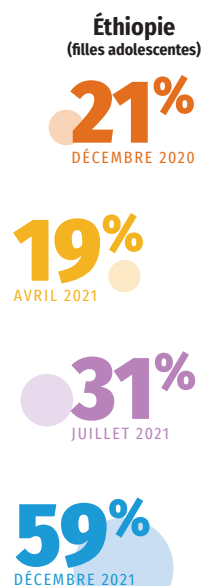
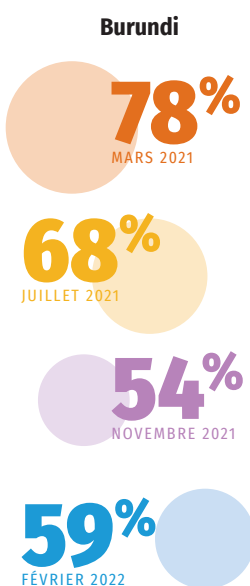
ÉTHIOPIE

L'Éthiopie a enregistré l'un des **taux d'épargne de groupe les plus bas** lors des deux premiers cycles d'enquête, mais **une augmentation a été observée** lors des troisième et quatrième cycles. Cela peut être attribué à un effort conjoint de CARE, d'autres groupes VSLA d'adultes, de partenaires gouvernementaux, d'écoles et de communautés pour aider les groupes de filles à reprendre leurs réunions et à reconstituer leur épargne. Cette action a été prise comme un résultat direct de l'analyse des deux premiers cycles de données de *Women (in VSLAs) Respond*. Grâce à ce suivi et à ce soutien, 59% ont déclaré avoir repris l'épargne de

leur groupe lors du quatrième cycle d'enquête. Malgré cette amélioration, 39% ont encore déclaré que leur groupe avait suspendu l'épargne en raison des difficultés financières auxquelles les membres sont confrontés. La réponse qualitative confirme ce résultat, les personnes interrogées déclarant que leurs groupes VSLA ont toujours du mal à continuer à se réunir et à épargner. Lors de la deuxième série d'entretiens, les répondants ont déclaré qu'ils voyaient des améliorations, leurs groupes commençant à épargner des montants réduits.

Après avoir analysé les premières données en Éthiopie, CARE et ses partenaires ont pris des mesures pour aider les groupes de filles à reprendre leurs réunions et à reconstituer leur épargne.

Continuer à épargner ensemble **tour 1** contre **tour 2** contre **tour 3** contre **tour 4**



Épargne et crédit

Épargne collective

UGANDA

Tout au long des quatre cycles de collecte de données, l'épargne de groupe en Ouganda était faible. Bien qu'une amélioration ait été constatée lors du quatrième tour de l'enquête, où 33% ont déclaré continuer à épargner, la majorité des répondants ont déclaré que **l'épargne de groupe est fortement perturbée**. Selon les répondants à l'enquête de quatrième cycle, l'épargne est suspendue par leur groupe VSLA (12%), certains membres individuels abandonnent leur épargne (39%) et d'autres ne sont pas en mesure d'épargner (10%), ce qui montre un taux élevé de perturbation de la fonction d'épargne de groupe. Au cours des entretiens qualitatifs, certaines personnes interrogées ont déclaré avoir suspendu leur épargne en raison de difficultés de subsistance. Les répondants qualitatifs

en Ouganda ont indiqué que la capacité des membres à épargner a été considérablement affectée par la pandémie. Lors de la deuxième série d'entretiens qualitatifs, les répondants ont signalé une amélioration de l'épargne du groupe. En raison de la levée des restrictions qui ont permis l'accès au marché et à d'autres services, les répondants ont déclaré qu'il y avait une amélioration. Cependant, les personnes interrogées ne sont pas satisfaites du montant, et elles épargnent des montants inférieurs à ceux qu'elles épargnaient avant la pandémie. Une femme a déclaré : «La pandémie nous a vraiment affectés parce que les revenus des personnes se sont vraiment détériorés. Nous constatons que quelqu'un qui avait l'habitude d'épargner 10 000sh en épargne maintenant 6 000sh.»

Malgré un taux d'épargne constamment élevé au Mali et des améliorations au Niger et en Ethiopie, un taux d'épargne de groupe faible et fluctuant est évident dans la plupart des pays, ce qui montre que les membres des VSLA ont encore du mal à épargner. Nous constatons cependant que la plupart des pays ont des taux de réunions continuellement élevés, qu'ils se réunissent de la même manière qu'avant la pandémie ou sous une forme adaptée ; cela renforce encore les avantages sociaux des groupes VSLA, au-delà de leurs fonctions économiques.

Malgré les avantages sociaux des groupes d'épargne, les avantages financiers des VSLA sont cruciaux pour l'autonomisation économique des femmes. Les épargnes faibles et fluctuantes rapportées dans la plupart des pays indiquent clairement qu'avec une situation de subsistance difficile et de multiples crises en cours, les membres ont du mal à épargner. À moins qu'un soutien ne soit apporté dès le début, la faiblesse de l'épargne affectera la capacité du groupe à constituer une plateforme économique puissante pour ses membres.



«Les gens ont compris l'importance d'épargner tout l'argent qu'ils peuvent après avoir traversé cette épreuve. Nos membres travaillent maintenant dur pour soutenir leurs épargnes afin d'être mieux préparés à toute future pandémie.»

- Kansiime Bonny, membre de la VSLA, Ouganda



CARE Ouganda

Épargne et prêts

Prêts au sein du groupes

NIGER

Les **changements les plus significatifs** ont été observés au cours des différents cycles d'enquête ; le décaissement des prêts était régulier lors du premier cycle, 77% des personnes interrogées ayant déclaré que leur groupe avait accordé un prêt. Ce taux a baissé à 23% et 22% dans les deuxième et troisième cycles, respectivement, et a augmenté jusqu'à 95% dans le quatrième cycle d'enquête. Bien que le nombre de prêts soit plus faible dans les enquêtes de deuxième et troisième cycles, 68% ont déclaré que leur groupe offrirait des prêts de moindre montant aux membres du groupe au cours de ces deux enquêtes. Globalement, cela montre que la plupart des groupes ont offert des prêts restreints et que peu de groupes ont réussi à offrir le taux de prêt standard. Les répondants qualitatifs ont également souligné que, bien qu'ils contractent des prêts auprès de leurs VSLA, les **taux de décaissement sont incohérents et très perturbés**.

MALI

Tout comme la constance que nous avons observée dans l'épargne de groupe au Mali, dès le deuxième tour, les **taux de prêt sont constants**. Lors du premier tour, seuls 60% des groupes accordaient des prêts comme avant la pandémie ; ce taux est passé à 85% lors du quatrième tour. Lors du premier tour de l'enquête au Mali, 21% des répondants ont déclaré que le groupe avait suspendu les prêts, ce taux est passé à seulement 7% au quatrième tour. Au quatrième tour, 7% des répondants ont indiqué que les groupes VSLA avaient modifié les modalités de paiement afin de faciliter le processus de remboursement des prêts pour les membres. Des réponses similaires ont été enregistrées lors des entretiens qualitatifs, la majorité des personnes interrogées déclarant que les VSLA continuaient à déboursier les prêts malgré les irrégularités dans les fonctions du groupe.

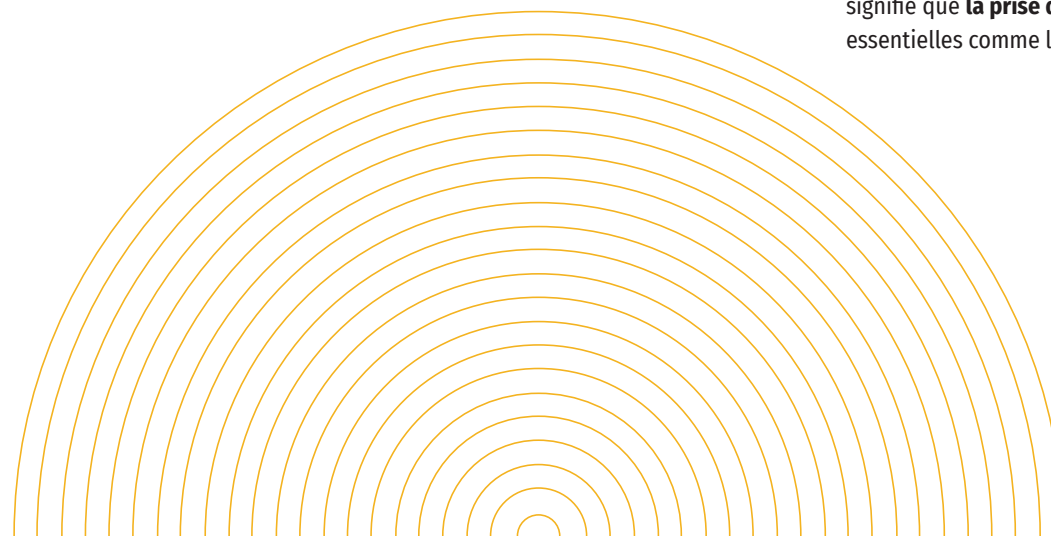
BURUNDI

Au Burundi, 62% des répondants en moyenne ont déclaré que leurs groupes **prêtent toujours le montant standard**. Au Burundi, 8% au premier tour et 11% au quatrième tour ont également déclaré que les groupes VSLA ont adapté leur procédure de prêt et ont accordé des montants de prêt inférieurs aux membres. De plus, 22% ont déclaré que les groupes différaient sur le remboursement des prêts ou changeaient les modalités de paiement pour permettre aux membres de rembourser les prêts. Seuls 7% des répondants au Burundi ont déclaré que leur VSLA avait suspendu le versement des prêts lors de l'enquête de quatrième cycle. Le taux le plus élevé de suspension des prêts a été signalé lors du troisième tour (12%), et le plus faible lors du deuxième tour (4%). La majorité des répondants qualitatifs ont déclaré avoir reçu des prêts pendant la pandémie. Les personnes interrogées sur le plan qualitatif ont également déclaré que les groupes ont soutenu leurs membres en réduisant le taux d'intérêt des prêts et en prolongeant leur période de remboursement.

NIGERIA

Alors que les taux de prêt des trois premiers cycles d'enquête sont cohérents avec le statut d'épargne du groupe déclaré, le quatrième cycle montre un taux de décaissement des prêts plus élevé et un taux d'épargne plus faible parmi les membres des VSLA au Nigeria. Au Nigeria, entre 56% et 68% des membres des quatre cycles d'enquête ont déclaré que les prêts étaient accordés comme d'habitude. En outre, 10% des personnes interrogées lors du quatrième tour de l'enquête au Nigeria ont déclaré que les groupes VSLA accordaient des prêts moins élevés à leurs membres. En comparaison, 15% ont déclaré que les groupes avaient suspendu le versement des prêts lors du quatrième tour de l'enquête. Le taux le plus élevé de suspension du versement des prêts a été enregistré lors de l'enquête de premier cycle, avec 18% des répondants déclarant que les groupes avaient arrêté leur versement. Les répondants qualitatifs ont déclaré que l'interruption des réunions et la diminution de l'épargne ont affecté le déboursement des prêts. La participation limitée aux réunions et leur rareté signifie que **la prise de décision diffère** sur des questions essentielles comme le déboursement des prêts.

Au Mali, 85% des groupes accordent des prêts lors du quatrième cycle de données, contre 60% lors du premier cycle.



Épargne et prêts

Prêts au sein du groupes

UGANDA

En Ouganda, entre 37 % et 42 % des personnes interrogées lors des quatre cycles d'enquête ont déclaré que les prêts étaient accordés comme d'habitude dans leurs groupes de VSLA. Bien que les taux de prêt soient faibles, les résultats montrent des taux de prêt constants entre les cycles d'enquête. 15% des personnes interrogées lors du quatrième tour de l'enquête ont déclaré que les groupes VSLA accordaient des prêts moins élevés à leurs membres. Les personnes interrogées en Ouganda ont également déclaré que leur groupe suspendait les prêts ; lors du premier tour, 19% ont déclaré que les prêts étaient suspendus, et lors du quatrième tour, 27% ont déclaré la même chose. 18% des répondants ont déclaré que les groupes de VSLA

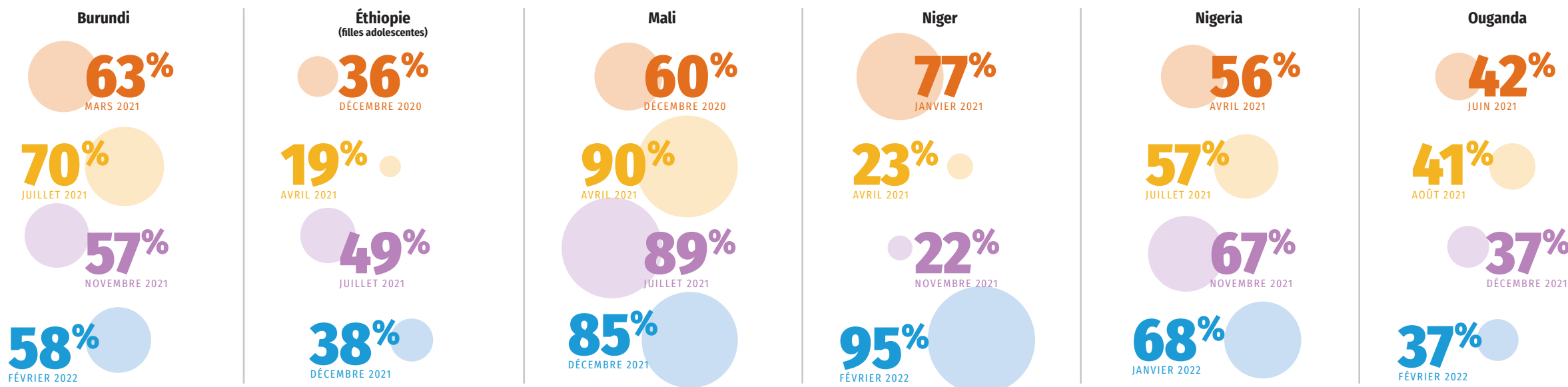
différait leurs paiements de prêts ou ajustaient leurs modalités de remboursement pour soutenir les membres du groupe. En Ouganda, nous constatons des **taux de prêt constamment bas**, bien qu'ils ne soient pas aussi bas que leurs taux d'épargne. Cela peut s'expliquer par le fait que les groupes continuent à prêter l'épargne pré-pandémique et que ceux-ci utilisent leurs fonds sociaux afin de pouvoir continuer à prêter. Les répondants qualitatifs en Ouganda ont indiqué que les prêts disponibles des VSLA leur étaient d'un grand soutien, mais qu'en raison de l'épargne limitée, la capacité des VSLA à déboursier les prêts a été fortement affectée. En outre, le nombre limité de réunions de groupe a conduit à ce que les réunions ne soient organisées qu'avec les dirigeants, ce qui a interrompu les décisions de décaissement des prêts, car les membres ne pouvaient pas convoquer de réunions à ces fins.

ÉTHIOPIE

Le taux de prêt le plus faible en Éthiopie a été signalé lors du deuxième tour (19%), et le plus élevé lors du troisième tour (49%). Lors des premier et quatrième tours, 36% et 38% des répondants ont déclaré que les groupes VSLA accordaient régulièrement des prêts. **L'amélioration du décaissement régulier des prêts**, similaire au statut d'épargne du groupe, peut être attribuée à l'intervention de CARE et de ses partenaires qui fournissent un soutien plus intensif aux groupes d'adolescentes afin de les aider à reprendre leurs activités. En raison de cette amélioration, les répondants ont signalé la suspension du décaissement du prêt, passant de 73% dans le deuxième tour à seulement

14% dans le quatrième tour de l'enquête. En outre, 38 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête de quatrième cycle ont déclaré que les groupes VSLA avaient modifié les modalités de paiement des prêts afin de faciliter leur processus de remboursement pour les membres du groupe. Les répondants qualitatifs ont indiqué que les prêts VSLA leur permettaient de subvenir aux besoins de leurs familles au début de la pandémie. Cependant, avec l'arrêt des fonctions des adolescentes auprès des VSLA, l'accès aux prêts n'est plus ce qu'il était.

Maintenir le prêt **tour 1** contre **tour 2** contre **tour 3** contre **tour 4**



Épargne et prêts

Prêts au sein du groupes

Notre analyse montre que les taux d'épargne des groupes influencent clairement les taux de prêt. Au Burundi et au Mali, tout au long des quatre cycles de l'enquête, le taux de prêt reflète le taux d'épargne du groupe. Comme les membres du groupe ont continué à épargner, le groupe a continué à déboursier des prêts.

Au Niger, la fluctuation du taux de prêt est principalement liée au taux d'épargne, notamment lors du premier, troisième et quatrième cycle d'enquête. Cependant, lors du troisième cycle de données, le décaissement des prêts était faible au Niger, malgré une augmentation de l'épargne. Cela s'explique par le fait que le groupe avait besoin de temps pour que l'épargne s'accumule, avant de pouvoir déboursier des prêts. Au cours du troisième trimestre, la plupart des groupes au Niger ont limité la taille des prêts, mais ont continué à offrir des prêts plus petits.

En Éthiopie, dans l'enquête de premier cycle, les données montrent un taux de prêt légèrement supérieur à celui de l'épargne ; les répondants qualitatifs ont souligné que, dans les premiers stades de la pandémie, les groupes ont réussi à fournir des prêts à partir de l'épargne existante. Pour répondre à la demande, les répondants ont également

utilisé le fonds social de leur groupe pour accorder des prêts lors du troisième cycle de collecte de données. Cependant, lors du quatrième tour de l'enquête, malgré l'amélioration des taux d'épargne, les taux de prêt sont limités. Cela pourrait s'expliquer par la perturbation de l'épargne et le fait que le groupe a besoin de plus de temps pour maintenir un taux de prêt régulier. Au Nigeria et en Ouganda, les taux de prêt sont souvent plus élevés que le taux d'épargne. Cela peut s'expliquer par le fait que les groupes continuent à prêter l'épargne prépandémique et, dans certains cas, utilisent des fonds sociaux pour accorder des prêts.

En général, le taux d'épargne est le principal facteur d'influence pour le décaissement régulier des prêts ; les résultats indiquent que le montant des prêts du groupe fluctue en fonction de l'épargne, et les groupes ont procédé à différentes adaptations pour s'assurer que le groupe continue ses activités de prêt de base, même avec des taux plus bas. En outre, certains répondants qualitatifs dans les six pays ont indiqué que certains membres hésitaient à contracter un prêt par crainte de ne pas pouvoir le rembourser, ce qui, dans certains cas, a réduit le taux de prêt des VSLA.



Prendre action

Dans le cadre de cette initiative, nous avons voulu identifier les actions entreprises par les femmes en réponse à la pandémie, y compris leurs mécanismes d'adaptation. Malgré les défis auxquels ils sont confrontés, les groupes VSLA, en particulier les femmes et les filles, font preuve d'un leadership et d'une innovation remarquables pour répondre à la crise de la COVID-19. Les membres des VSLA organisent des campagnes d'information sur la santé, utilisent leurs compétences en matière de commerce et de mobilisation communautaire pour produire et distribuer des milliers de masques et trouvent des moyens d'aider les membres de leur communauté.

Sensibilisation à la COVID-19

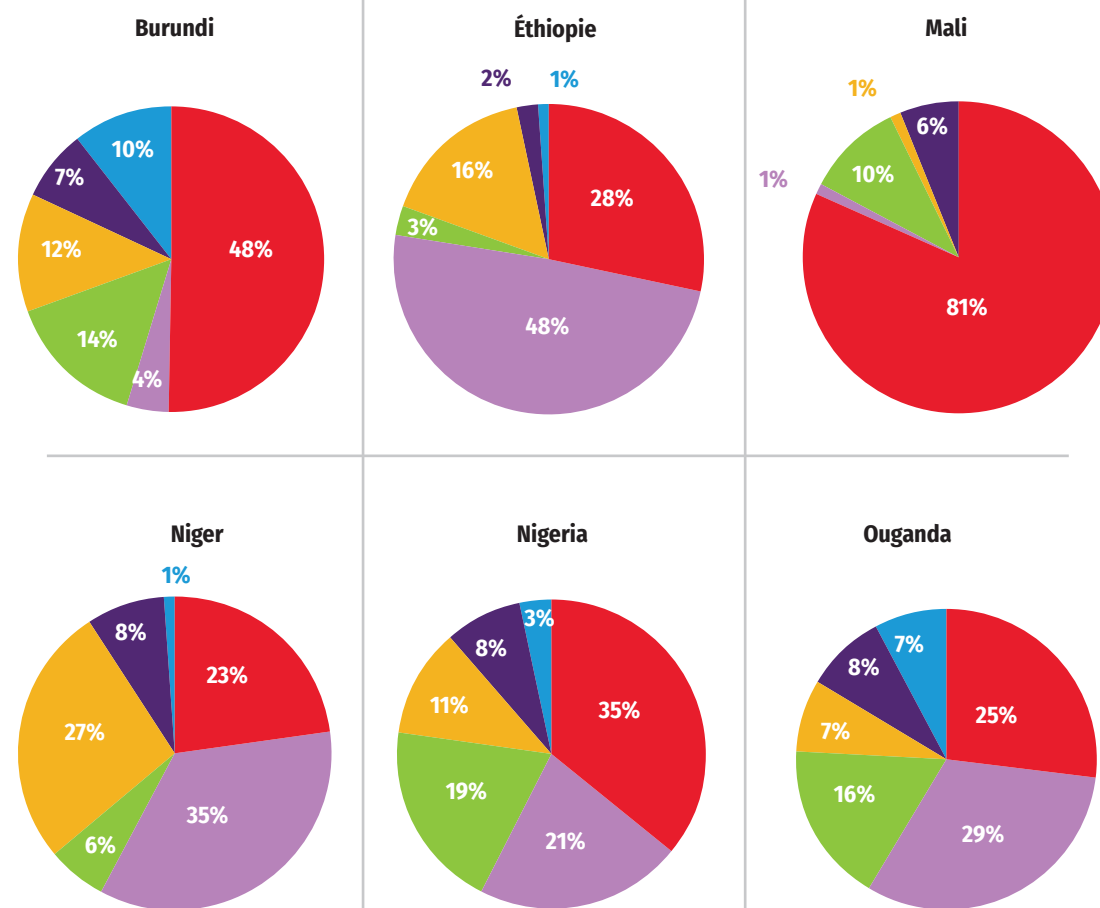
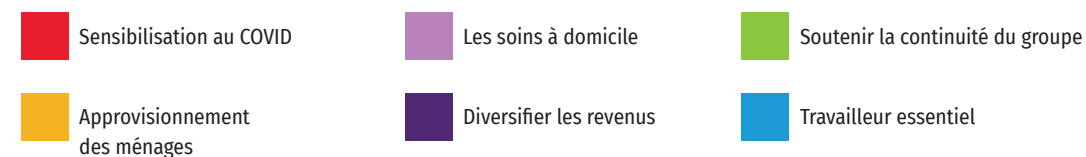
Les répondants des VSLA ont fréquemment offert leurs compétences pour fournir des informations sur la COVID-19 et les mesures de prévention. La moyenne des résultats des quatre cycles d'enquête pour chaque pays montre la réponse la plus élevée au Mali, avec 81% des femmes déclarant avoir offert leurs compétences pour des activités de sensibilisation à la COVID-19 dans leurs communautés. Les répondants qualitatifs au Mali ont rapporté que les VSLA ont joué un rôle clé dans la communauté en partageant des messages sur la COVID-19, ainsi qu'en créant collectivement des entreprises de fabrication de masques et de savons.

Au Burundi, une moyenne de 48% des femmes ont déclaré avoir offert leurs compétences pour fournir des informations sur la COVID-19. Le taux de bénévolat le plus élevé a été signalé lors du deuxième tour de l'enquête, atteignant 53%, contre 44% - 47% lors des autres tours de l'enquête. Dans les entretiens qualitatifs, les personnes interrogées au Burundi ont discuté du rôle crucial joué par les VSLA dans la diffusion d'informations qui ont contribué à changer la perception de la COVID-19 dans la communauté. Les répondants ont souligné que les idées faussées sur la pandémie étaient nombreuses au début, et que les VSLA ont permis de sensibiliser la communauté et ont encouragé le lavage des mains et la distanciation sociale, en construisant également des centres de lavage des mains.

Comme l'a dit une femme interrogée dans le cadre de l'enquête qualitative, «les VSLA ont servi de point d'entrée à l'administration locale et aux agents de santé pour diffuser des messages de sensibilisation sur la COVID-19.» Les personnes interrogées qualitativement ont ajouté avoir été approchées par des organisations gouvernementales et non gouvernementales pour poursuivre leur rôle de diffusion de l'information. Au Burundi, les répondants qualitatifs ont également déclaré que les VSLA et d'autres groupes communautaires se sont réunis pour fabriquer des masques faciaux, des savons et des désinfectants pour les mains qu'ils ont vendus sur leurs marchés locaux.

Au Mali, une moyenne de 81% des femmes ont déclaré avoir offert leurs compétences pour des activités de sensibilisation à la COVID-19 dans leurs communautés.

Les actions entreprises par des femmes



Prendre action

En Ouganda, les femmes interrogées qui ont déclaré avoir fait du bénévolat sont constantes tout au long de l'enquête ; entre 25% et 28% des femmes ont déclaré avoir fait du bénévolat dans tous les cycles de l'enquête. Dans les pays où nous avons un nombre considérable de répondants masculins (Ouganda, Nigeria, Burundi et Mali), nous avons évalué s'il y avait une différence entre les hommes et les femmes membres de VSLA ; cependant, les résultats ont montré des taux similaires d'hommes et de femmes déclarant faire du bénévolat.

Au Nigeria, le taux de bénévolat le plus élevé a été enregistré lors de l'enquête de deuxième tour, avec 53%. Ce chiffre est en augmentation par rapport à l'enquête de premier tour, où 35 % des personnes interrogées ont déclaré la même chose. Aux troisième et quatrième tours, le taux a baissé à 27%. Cela pourrait s'expliquer par le fait que la sensibilisation était plus nécessaire au début de la pandémie. À l'instar du Nigeria, le taux d'adolescentes éthiopiennes ayant déclaré faire du bénévolat était élevé (41 %) lors du deuxième tour.

Au premier tour, ce taux n'était que de 19%, et lors des deux derniers tours, 25% ont déclaré avoir fait du bénévolat. Les adolescentes interrogées dans le cadre des entretiens qualitatifs ont déclaré s'être engagées dans la diffusion d'informations, en particulier au début de la pandémie. Elles ont déclaré avoir reçu un soutien à la mobilisation de la part de CARE, et elles ont travaillé avec des VSLA adultes et des agents de vulgarisation sanitaire pour sensibiliser les communautés à la COVID-19 et encourager les mesures de prévention.

Au Niger, le taux de bénévolat des femmes pour l'information sur la COVID-19 était le plus élevé lors des deux premiers cycles de l'enquête, avec 45% des femmes déclarant s'être

portées volontaires ; ce pourcentage est tombé à 0% lors des deux dernières enquêtes. Cette diminution du volontariat pourrait être le résultat d'un changement d'orientation des femmes à mesure qu'augmentent leurs difficultés de subsistance, ainsi que d'une plus grande sensibilisation à la COVID-19 vers la fin de la période de collecte des données. Les répondants qualitatifs au Niger ont déclaré que les membres des VSLA, en particulier les femmes, étaient très impliqués dans la diffusion de l'information sur la COVID-19 et s'engageaient à promouvoir le lavage des mains et à distribuer des équipements de protection individuelle avec le soutien de diverses organisations non gouvernementales (ONG). La majorité des répondants qualitatifs au Niger ont déclaré avoir collaboré avec des ONG pour soutenir les activités communautaires.

Responsabilités de soins

Les femmes réagissent également en assumant un rôle accru de soins dans leur famille. Les données montrent qu'un pourcentage élevé d'adolescentes en Éthiopie déclarent avoir accru leur rôle de soin. En Éthiopie, 50 % des adolescentes au premier tour, 27 % au deuxième tour, 52 % au troisième tour et 64 % au quatrième tour ont déclaré qu'elles s'occupaient davantage de leurs enfants ou d'autres membres de leur famille. En Ouganda, 29% des femmes ont déclaré effectuer des tâches supplémentaires de prise en charge. Le Burundi et le Mali affichaient les pourcentages les plus faibles de femmes et d'hommes déclarant effectuer des tâches supplémentaires de soin.



« Nous organisons des séances de sensibilisation à la COVID 19 tous les quinze jours lors de l'assemblée générale du chef du village. Nous allons aussi de maison en maison pour sensibiliser tous les habitants du village. »

- Mariama Seydou, secrétaire de sa VSLA, Niger

Prendre action

Au Niger, nous avons constaté une légère baisse du pourcentage de femmes déclarant effectuer des tâches de soins ; au premier tour, 36% ont déclaré effectuer des tâches de soins. Au quatrième tour, 29 %. Au Nigeria, les données montrent une augmentation du pourcentage de femmes déclarant effectuer davantage de tâches de soin. Au cours des premier et deuxième cycles d'enquête, seulement 14% et 10% des femmes ont déclaré qu'elles effectuaient des tâches supplémentaires de prise en charge. Ce pourcentage est passé à 27 % lors du troisième tour et à 34 % lors du quatrième tour. Au Nigeria, les femmes sont légèrement plus nombreuses à déclarer qu'elles assument des responsabilités en matière de soins ; 34% des femmes,

contre 25% des hommes, ont déclaré assumer des tâches de soins à la maison lors du quatrième tour de l'enquête.

En Ouganda, le tableau est différent, la plupart des personnes interrogées indiquant une diminution des tâches domestiques. Cela a été attribué à la présence d'enfants à la maison en raison de la fermeture des écoles et de la mobilité limitée imposée par le confinement. Les femmes interrogées ont indiqué qu'«avant la pandémie, nous faisons ces tâches domestiques nous-mêmes. Les enfants étaient occupés à l'école - maintenant que les enfants ne vont plus à l'école, ils font aussi les mêmes corvées que nous.» Les données de l'Ouganda montrent un pourcentage étonnamment plus proche de femmes et d'hommes ayant accompli des tâches de soins accrues.

Autres actions

Le Burundi et l'Ouganda ont les taux les plus élevés de femmes interrogées qui ont déclaré travailler comme **travailleurs essentiels**. Alors que le taux d'hommes et de femmes interrogés ayant déclaré travailler en tant que travailleurs essentiels est assez similaire en Ouganda, au Burundi les femmes sont légèrement plus susceptibles de travailler en tant que travailleurs essentiels, avec 19% de femmes et 16% d'hommes déclarant travailler en tant que travailleurs essentiels lors du quatrième tour de l'enquête.

Les données montrent une augmentation significative des difficultés de subsistance et des pressions économiques, ce qui entraîne une pression accrue sur les hommes et les femmes pour qu'ils **fournissent des provisions suffisantes à leurs ménages**. Les femmes interrogées qui ont déclaré veiller à ce que le ménage dispose de provisions suffisantes ont augmenté entre le premier et le deuxième cycle d'enquête au Niger. Les femmes qui ont déclaré se concentrer sur l'approvisionnement adéquat du ménage sont passées de 6 % lors du premier tour à 51 % lors du quatrième tour.

Les mesures prises pour assurer l'approvisionnement en nourriture et en articles non alimentaires en quantité suffisante ont progressivement augmenté, tant pour les femmes que pour les hommes au Nigeria, à mesure que la pandémie augmentait les pressions économiques sur les ménages. Lors de la première enquête, seuls 8 % des femmes et des hommes ont déclaré s'assurer d'un approvisionnement suffisant à la maison ; ce chiffre est

passé à 15 % pour les femmes et 17 % pour les hommes lors du quatrième tour de l'enquête.

Au Niger, les femmes ayant déclaré **diversifier leurs revenus** sont passées de 3% à 13%. Cela correspond à l'impact sur les moyens de subsistance et aux besoins signalés par les femmes au Niger. Au Mali, l'action principale est axée sur le volontariat, et les données montrent que seulement une moyenne de 5% à 10% des femmes et des hommes ont déclaré diversifier leurs revenus. De même, au Burundi, une moyenne de 8% des hommes et des femmes déclarent diversifier leurs revenus. Au Nigeria, le pourcentage de ceux qui cherchent à diversifier leurs revenus a augmenté, passant de 6 % des femmes et 7 % des hommes au premier tour à 17 % des femmes et 22 % des hommes au quatrième tour de l'enquête. Au Burundi, les répondants qualitatifs ont déclaré travailler plus d'heures et vendre leur main d'œuvre.

Au fur et à mesure que la pandémie progressait et que les impacts négatifs se propageaient, les personnes interrogées, membres des VSLAs ont fait état des avantages plus larges de leurs groupes, au-delà du simple aspect financier, et beaucoup se sont battues pour maintenir leurs groupes à raison de solidarité et d'aide mutuelle dans leurs communautés. Au Mali, le pourcentage de femmes interrogées qui ont déclaré **soutenir la continuité des VSLA** est passé de 8 % lors du premier tour à 14 % lors du second. Au Burundi, une moyenne de 13% des femmes et des hommes ont déclaré diriger et promouvoir la continuité du groupe.

Les membres des VSLA ont diversifié leurs revenus en travaillant ensemble pour fabriquer et vendre des masques et du savon



Prendre action

Au Nigeria, les données montrent un déclin considérable de la garantie de la continuité du groupe parmi les femmes et les hommes interrogés. Alors que 34% des femmes et 35% des hommes ont déclaré soutenir ou diriger la continuité des groupes lors de l'enquête de premier tour, ce chiffre est tombé à seulement 5% pour les femmes et les hommes lors de l'enquête de quatrième tour. Cela reflète l'assouplissement des restrictions, mais aussi le changement des actions prioritaires.

Malgré la pandémie, les personnes interrogées ont déclaré que leurs VSLA sont toujours leur plus grande source de soutien, offrant solidarité et aide mutuelle.

Mécanismes d'adaptation

Les répondants qualitatifs ont déclaré qu'ils appliquaient divers mécanismes d'adaptation pour faire face aux difficultés de subsistance liées à la pandémie. Bien que, dans l'enquête quantitative, seuls 2% à 5% des personnes interrogées dans tous les pays et tous les cycles d'enquête aient déclaré avoir vendu leurs biens pour faire face à la pandémie, les entretiens qualitatifs montrent que la **vente de biens** est un mécanisme d'adaptation courant utilisé par les personnes interrogées pour joindre les deux bouts. Au Burundi, dans les deux séries d'entretiens qualitatifs, les personnes interrogées ont déclaré avoir vendu des biens ménagers tels que du bétail. De même, en Éthiopie, les répondants qualitatifs ont déclaré que leurs familles

avaient vendu leurs chèvres et d'autres biens ménagers. Au Mali, les répondants qualitatifs ont également déclaré avoir vendu leurs biens tels que des vaches, des chèvres, des moutons et, dans certains cas des terres pour subvenir aux besoins de leur famille. Les personnes interrogées au Niger ont également déclaré avoir vendu des biens ménagers pour joindre les deux bouts.

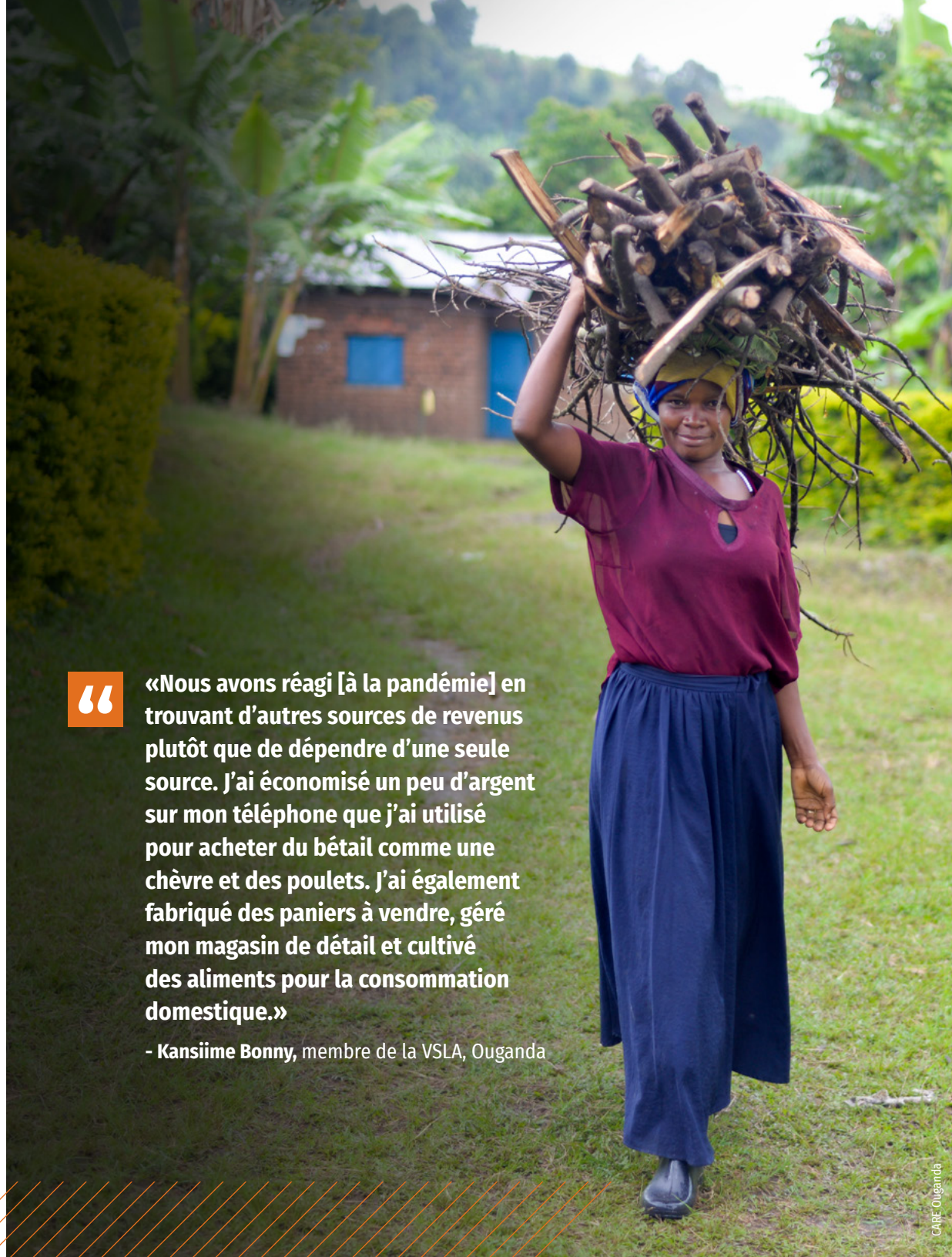
Au Nigeria, la plupart des personnes interrogées ont eu recours à la vente de biens pour payer les dépenses essentielles. Il s'agissait le plus souvent de ventes de détresse, notamment la vente de terres, de bétail et de machines à coudre pour subvenir à différents besoins tels que la nourriture et les frais de scolarité. En Ouganda, la plupart des répondants n'ont pas eu à vendre des biens ménagers pour payer les dépenses essentielles. Seuls quelques répondants ont vendu des parcelles de terre, des bicyclettes, des poulets, des chèvres et des meubles pour répondre à des besoins familiaux pressants, comme la nourriture. Pour les personnes interrogées en Ouganda qui ont effectué des ventes de détresse, l'argent généré a été utilisé pour répondre aux besoins de leurs enfants. Si les ménages des six pays ont perdu leurs biens, beaucoup n'en ont pas acquis de nouveaux au fur et à mesure que la pandémie progressait. Les personnes interrogées ont souligné qu'avec la baisse des revenus et la perte de leur pouvoir d'achat, il était presque impossible pour les ménages d'acheter de nouveaux biens.

En Éthiopie, au Mali, au Niger, au Nigeria et en Ouganda, les répondants ont déclaré avoir **emprunté**, non seulement auprès de leur VSLA, mais aussi auprès de leur famille, de leurs amis et de leurs voisins.



«Nous avons réagi [à la pandémie] en trouvant d'autres sources de revenus plutôt que de dépendre d'une seule source. J'ai économisé un peu d'argent sur mon téléphone que j'ai utilisé pour acheter du bétail comme une chèvre et des poulets. J'ai également fabriqué des paniers à vendre, géré mon magasin de détail et cultivé des aliments pour la consommation domestique.»

- **Kansiime Bonny**, membre de la VSLA, Ouganda



Prendre action

Au Nigeria, certains répondants qualitatifs ont déclaré **chercher de l'aide auprès de la famille élargie et des voisins** pour faire face aux dépenses de nourriture et d'éducation. Les personnes interrogées ont déclaré avoir emprunté de l'argent, mais aussi des biens en nature, comme de la nourriture. Les personnes interrogées dans tous les pays ont déclaré avoir réduit les dépenses du ménage pour **ne fournir que les articles essentiels**, ou le peu qu'elles puissent fournir. Une personne interrogée au Nigeria a déclaré qu'une famille ne pouvait payer les frais de scolarité que pour un seul enfant, ce qui l'a obligé à choisir lequel de ses enfants devait poursuivre sa scolarité. Au Nigeria, les répondants qualitatifs ont indiqué qu'ils pratiquaient le **rationnement alimentaire** comme moyen de faire face à la situation. En Éthiopie, la plupart des personnes interrogées ont déclaré que leur ménage réduisait sa consommation de nourriture à deux ou une fois par jour afin de réduire les dépenses alimentaires.

Alors que certaines personnes interrogées au Niger, au Nigeria, au Mali, au Burundi et en Ouganda ont déclaré recevoir une **aide en nature et/ou en espèces** de la part de différents acteurs du développement, les personnes interrogées en Éthiopie lors de l'entretien de deuxième tour ont déclaré que la majorité d'entre elles recevaient une aide alimentaire d'un programme gouvernemental de filets de sociaux.

Le niveau de l'aide disponible est insuffisant. Dans les six pays, l'inflation du marché, en particulier la hausse des prix des denrées alimentaires, continue de détériorer leurs moyens de subsistance, les obligeant à recourir à des mécanismes d'adaptation difficiles qui affectent les actifs des ménages, l'endettement et aussi, à l'avenir, la santé.

Solidarité et soutien de groupe

Les VSLA ont utilisé leurs fonds sociaux - habituellement réservés aux événements et activités sociales - pour soutenir leurs membres et pour maintenir les capacités de prêt de groupe. Dans certains cas, les fonds sociaux ont été utilisés pour offrir de l'argent, du matériel d'hygiène ou de la nourriture aux membres les plus vulnérables. Dans d'autres cas, les fonds sociaux ont été utilisés pour fournir des prêts à taux zéro aux membres afin de les aider à faire face à la pandémie. Les fonds sociaux ont également été utilisés pour maintenir les taux de décaissement des prêts et des intérêts ont été facturés sur ces prêts pour soutenir la poursuite des prêts de groupe.

Dans les quatre enquêtes menées dans les six pays, 40 % des répondants ont déclaré avoir utilisé les fonds sociaux pour soutenir financièrement les membres. Le taux moyen de répondants ayant déclaré que leur groupe a utilisé le fonds social pour aider financièrement les membres est le plus élevé au Nigeria avec 58%, au Mali avec 51%, et en Éthiopie avec 43%, suivi du Burundi avec 34%, de l'Ouganda avec 25%, et du Niger avec 27%. En ce qui concerne l'utilisation des fonds sociaux pour l'achat de matériel d'hygiène et de nourriture, 27% en moyenne dans les six pays ont déclaré avoir utilisé leurs fonds sociaux pour acheter et distribuer du matériel d'hygiène et de nourriture.

Le taux moyen par pays diffère, 43% au Burundi, 40% au Niger, 38% en Ouganda, 23% au Nigeria, 13% en Éthiopie et seulement 4% au Mali déclarent avoir utilisé les fonds sociaux pour acheter du matériel d'hygiène et de nourriture. Le fait que le Mali se soit moins concentré sur l'achat de matériel d'hygiène et de nourriture est probablement dû au fait qu'il s'est davantage concentré sur le soutien financier des membres les plus vulnérables du groupe.



«En ces temps difficiles, faire partie de ce groupe d'épargne nous a vraiment aidé à amortir les effets économiques négatifs de la pandémie. Avec notre fonds social, nous achetons de la nourriture à partager. Nous l'utilisons également pour aider à soutenir l'éducation de nos enfants et nos besoins hospitaliers.»

- Fati Musa, trésorière de son groupe VSLA, Nigeria.

Prendre action

En moyenne, 66% des groupes utilisent leurs fonds sociaux pour soutenir leurs membres financièrement et pour acheter de la nourriture et du matériel d'hygiène.

Dans l'ensemble, environ 66% des membres des VSLA dans les six pays ont déclaré utiliser les fonds sociaux pour soutenir financièrement les membres et acheter de la nourriture et du matériel d'hygiène. Un petit pourcentage de répondants a également déclaré utiliser le fonds social pour accorder des prêts aux membres. En Ouganda, les données montrent le chiffre le plus élevé où 18% ont déclaré utiliser le fonds social pour accorder des prêts ; cette adaptation explique en partie le taux de décaissement des prêts le plus élevé que nous ayons constaté parmi les membres des VSLA ougandaises. 7% au Nigeria, au Burundi et au Niger ont déclaré utiliser le fonds social pour accorder des prêts, tandis que seulement 3% au Mali et en Ethiopie ont fait de même.

Les répondants qualitatifs ont également soutenu les résultats quantitatifs et ont indiqué que leur VSLA avait été une grande source de soutien financier sous forme de fonds sociaux. Les répondants qualitatifs du Burundi, de l'Éthiopie, du Mali, du Niger, du Nigeria et de l'Ouganda ont indiqué que leur engagement dans les VSLA avait entraîné un certain nombre d'améliorations positives dans leur vie. Les VSLA leur ont permis d'épargner facilement, d'accéder à des prêts et à des fonds pour développer leurs entreprises, et ont augmenté leur capacité à acheter des intrants agricoles et à couvrir les autres dépenses du ménage. Les personnes interrogées en Ouganda, au Niger et en Éthiopie ont également déclaré que les VSLA

les avaient aidées à éduquer leurs enfants et à résoudre des problèmes imprévus dans leurs foyers. Les VSLA leur offraient également des plateformes d'épargne et des compétences en matière d'éducation financière afin de favoriser une culture de l'épargne. Bien que la plupart de ces avantages aient diminué pendant la pandémie, les personnes interrogées ont déclaré que leurs VSLA étaient toujours leur principale source de soutien.

La plupart des répondants qualitatifs ont déclaré que leurs VSLA offraient plus que des avantages économiques et financiers. Au Burundi, au Niger, au Mali, au Nigeria et en Ouganda, les répondants ont souligné que leur VSLA est leur capital social ; les membres se soutiennent mutuellement en dehors des groupes formels, empruntent de l'argent et des biens en nature, et s'encouragent et se soutiennent mutuellement. En Éthiopie, les adolescentes ont déclaré que les membres des VSLA se motivent mutuellement, soutiennent leur scolarité et sont souvent des amis. Bien que l'impact de la pandémie ait contraint de nombreux groupes à réduire les réunions régulières, les personnes interrogées ont déclaré que leurs groupes étaient toujours une source de solidarité et d'aide mutuelle. L'importance des réseaux sociaux a été renforcée par une personne interrogée au Nigeria, qui a déclaré : «Auparavant, lorsque quelqu'un avait un problème, il s'y attaquait seul. Maintenant, nous nous réunissons chaque semaine et discutons de nos problèmes et de la manière de les résoudre.»

Les répondants qualitatifs ont également indiqué que les VSLA ont fait preuve de souplesse pour s'adapter à la pandémie. La plupart des groupes ont suivi des procédures opérationnelles standard à titre de mesures préventives. Les réunions étaient souvent organisées en petit nombre et les membres portaient des masques, se lavaient les mains et pratiquaient la distanciation sociale.

Les VSLA ont également prolongé les délais de remboursement des prêts, réduit les taux d'intérêt et les parts d'épargne en réponse aux difficultés de subsistance des membres. Comme l'a déclaré une personne interrogée en Ouganda, «les dirigeants des VSLA étaient flexibles avec le remboursement des prêts car ils comprenaient les difficultés financières - ils essayaient de ne pas précipiter ou de ne pas stresser les membres». «Cependant, dans quelques cas, les personnes interrogées au Burundi, au Niger et en Ouganda ont indiqué

que leurs VSLA étaient strictes en matière de pénalités et d'amendes durant la pandémie.

Dans tous les pays, les répondants qualitatifs ont indiqué que les VSLA ont besoin du soutien des ONG et des gouvernements pour étendre les opportunités commerciales et les fonds pour les membres. Les répondants ont également indiqué que des formations supplémentaires sur les activités génératrices de revenus et la gestion commerciale et financière devraient être envisagées.



CARE Ouganda

Le Genre et la COVID-19

La pandémie de la COVID-19 n'a pas eu un même impact sur les femmes et les hommes. Nos données nous permettent de constater une augmentation significative des tâches de soins et des tâches ménagères, ainsi qu'une augmentation de la violence basée sur le genre. Malgré cela, de petites lueurs d'espoir apparaissent lorsque les femmes des VSLA assument de plus en plus de rôles de leadership au sein de leurs communautés et que les hommes commencent à s'engager davantage dans les tâches ménagères.

La division du travail entre les sexes

Nos données montrent la charge accrue que la pandémie fait peser sur les femmes et les filles. Dans les six pays, les femmes se disent plus stressées par rapport à leurs finances et à l'éducation de leurs enfants qu'avant la pandémie. Dans

de nombreux pays, nous constatons une augmentation des tâches de soins chez les femmes et les filles depuis le début de la pandémie, ainsi qu'une augmentation de la responsabilité d'assurer de la nourriture et des articles non alimentaires à la maison. En Éthiopie, les personnes interrogées ont déclaré que l'interaction sociale limitée et l'augmentation des tâches ménagères affectaient la motivation et le moral des filles et provoquaient du stress. Les répondants ont surtout cité l'importance accrue accordée à l'hygiène et au nettoyage, ainsi que le fait que les familles restent à la maison, comme facteur d'incitation à l'augmentation des tâches ménagères. Au Burundi, nous constatons un besoin accru de collecte d'eau, une tâche principalement effectuée par les femmes et les filles et qui prend en moyenne 50 minutes.

«Les femmes ont beaucoup souffert pendant la pandémie et nous ne nous remettons pas encore de cette épreuve.»

- Fati Musa, trésorière de son groupe VSLA, Nigeria



Les femmes disent que, depuis la COVID-19, elles sont plus stressées par leurs finances et de l'éducation des enfants.

Dans les pays où l'on a enregistré une augmentation des tâches ménagères pour les femmes et les filles, les personnes interrogées ont déclaré que les femmes avaient moins de temps libre. Cette charge accrue, associée à des difficultés de subsistance et à une interaction sociale limitée en dehors de la famille, contribuerait à augmenter le stress des femmes. Bien que la plupart des personnes interrogées aient déclaré que les routines de leur foyer étaient toujours conformes aux rôles et responsabilités des hommes et des femmes comme avant la pandémie, nous constatons quelques petits points positifs. Au Mali, au Nigeria et en Ouganda, les répondants qualitatifs ont déclaré avoir vu des cas d'hommes dans la communauté qui n'auraient pas participé auparavant aux tâches ménagères qui aident maintenant à des activités telles que s'occuper des enfants et laver les vêtements, car ils sont restés à la maison pendant la pandémie.

Relations au sein du ménage et violences basées sur le genre

Des réponses mitigées sont enregistrées concernant les changements dans les relations et la prise de décision au sein du foyer. Les personnes interrogées en Éthiopie ont déclaré de manière concluante que les disputes entre couples ont augmenté pendant la pandémie. Au Nigeria et au Niger, la plupart des personnes interrogées ont déclaré avoir été témoins d'une augmentation des conflits conjugaux et des disputes. En Ouganda, les personnes interrogées ont également signalé une augmentation des disputes au sein du foyer, en particulier entre les couples ; en Ouganda, les femmes interrogées étaient plus susceptibles de signaler une augmentation des disputes

au sein du foyer et des conflits dans la communauté que les hommes interrogés. Cependant, certaines personnes interrogées en Ouganda ont déclaré que les restrictions liées à la pandémie avaient permis d'augmenter le temps consacré aux liens familiaux. Au Burundi, seules quelques personnes interrogées ont rapporté que les relations au sein du foyer s'étaient détériorées et que les querelles entre les couples avaient augmenté. Les personnes interrogées au Burundi et au Mali ont déclaré que, dans certains cas, elles avaient constaté une amélioration de la communication au sein du foyer et de la prise de décision concernant les dépenses du ménage. Au Nigeria et en Ouganda, les personnes interrogées ont déclaré que les modèles de prise de décision au sein du foyer n'avaient pas changé de manière significative en raison de la pandémie.

Indépendamment des différences dans les niveaux de dispute et de bagarre entre les couples dans chaque pays, dans tous les cas, les répondants ont déclaré que le principal facteur de dispute dans le ménage était l'augmentation des difficultés financières. Les répondants ont indiqué que la baisse des revenus, le manque d'emploi et le manque de communication ont contribué à l'augmentation des conflits. Une femme interrogée au Nigeria a déclaré : «Mon mari n'a pas été un homme heureux à cause de notre situation financière, et il s'en prenait aux enfants et à moi. Mais les choses se sont améliorées. Maintenant qu'il a commencé à gagner de l'argent, il n'est plus aussi frustré qu'avant.» Un répondant qualitatif masculin au Niger a déclaré : «depuis le début de la pandémie, les relations familiales se sont détériorées, il y a toujours des tensions entre ma femme et moi.»

Le Genre et la COVID-19

Les personnes interrogées au Nigeria et en Éthiopie ont déclaré que les hommes de la communauté sont frustrés en raison des emplois limités et de leur incapacité soudaine à subvenir aux besoins de la famille. Cela conduit souvent à des disputes et à la violence entre les conjoints, surtout lorsque les femmes demandent de l'argent pour le ménage. En Éthiopie, les adolescentes ont déclaré que les hommes recourent également à la violence lorsque les femmes refusent de leur donner de l'argent, par exemple pour acheter du «Khat»³⁵ (un stimulant à base de feuilles que l'on mâche). Les personnes interrogées au Niger, au Nigeria et en Éthiopie ont déclaré que l'incapacité des hommes à subvenir aux besoins de la famille affectait leur sentiment de pouvoir au sein de la famille et de la communauté, ainsi que leur estime de soi. Les personnes interrogées en Ouganda ont déclaré que les femmes et les hommes se sentaient impuissants en raison des pertes de moyens de subsistance et de revenus.

Il a également été signalé que les disputes au sein du foyer entraînaient souvent des violences domestiques à l'encontre des femmes. Les violences domestiques

signalées vont de la violence verbale et émotionnelle à la violence physique. Au Nigeria, les personnes interrogées ont déclaré que les abus comprennent le refus de nourriture et de ressources, l'abandon de la famille par le mari et une augmentation des viols. Au Niger, les personnes interrogées ont signalé une augmentation du nombre de mariages forcés dans leur communauté.

Dans tous les pays, la perte d'emploi, les difficultés de subsistance et l'augmentation de la pauvreté sont les principaux facteurs qui poussent à la violence domestique. Au Burundi et en Ouganda, les personnes interrogées ont souligné que dû au manque d'emploi, les hommes passent leur temps et argent disponible à consommer l'alcool, ce qui est un facteur contribuant à la violence domestique. De

même, en Éthiopie, les adolescentes ont signalé que les hommes passaient plus de temps et d'argent à mâcher du «Khat». Les hommes demandent le peu d'argent disponible pour le «Khat» ce qui est une source de conflit dans le ménage. Certaines personnes interrogées ont également signalé une augmentation des problèmes de sécurité générale dans leur communauté, notamment des cas d'attaques et de vols. Les répondants qualitatifs du Nigeria, du Niger et du Mali se sont montrés très préoccupés par la sécurité générale, tandis que les répondants des autres pays ont déclaré avoir connu un niveau de sécurité relativement similaire à celui d'avant la pandémie. Les personnes interrogées ont indiqué que l'augmentation de la pauvreté et la perte de revenus étaient des facteurs d'accroissement des problèmes de sécurité dans leur communauté.

En Éthiopie, les répondants des groupes qualitatifs et des groupes de discussion ont signalé une augmentation des mariages précoces en raison de l'abandon scolaire des filles au cours de la première année et demie de la pandémie. Les personnes interrogées ont indiqué que, grâce aux interventions de la communauté, du gouvernement et des ONG visant à atténuer l'augmentation du taux de mariage précoce et d'abandon scolaire, la situation s'est améliorée et davantage de filles reprennent leur scolarité. Bien que la situation se soit améliorée, les personnes interrogées ont exprimé le besoin de se concentrer sur la poursuite de la lutte contre les mariages précoces et la promotion de la scolarisation des filles.



«Mon mari n'a pas été un homme heureux à cause de notre situation financière, et il s'en prenait aux enfants et à moi. Mais les choses se sont améliorées. Maintenant qu'il a commencé à gagner un peu d'argent, il n'est plus aussi frustré qu'avant.»

- Répondante, Nigeria



Women VSLA leaders check savings at a VSLA in Yobe state, Nigeria

Le Genre et la COVID-19

Les personnes interrogées dans les six pays ont pour la plupart déclaré que les femmes, en particulier les jeunes filles, sont vulnérables à la violence. Au Nigeria, certaines personnes interrogées ont déclaré que les femmes qui n'ont pas d'argent et celles qui se sont mariées peu avant la pandémie sont particulièrement vulnérables. Au Niger, les personnes interrogées ont déclaré que les femmes au foyer étaient plus vulnérables. Bien que les personnes interrogées dans tous les pays aient déclaré qu'il existe des institutions formelles et informelles où les femmes et les filles et toute victime de violence peuvent signaler leur cas, elles ont également noté que la pandémie avait perturbé la capacité des gens à obtenir de l'aide pour résoudre la violence domestique et communautaire, en particulier par le biais des institutions formelles. Environ la moitié des répondants qualitatifs au Burundi, en Éthiopie, au Niger, au Mali et en Ouganda ont indiqué que leurs groupes VSLA soulevaient la question de l'augmentation des conflits et de la violence et en discutaient avec les membres et la communauté. Au Nigeria, la plupart des répondants ont déclaré que la discussion était limitée.

Participation à la prise de décision locale

Les personnes interrogées au Burundi, en Éthiopie, au Mali, au Nigeria et en Ouganda ont déclaré avoir été témoins d'un niveau élevé d'engagement des VSLA, en particulier des femmes, dans la mobilisation communautaire en réponse à la pandémie. Dans des cas comme l'Éthiopie et le Nigeria, les personnes interrogées ont également signalé que les VSLA, en particulier les femmes, ont joué un rôle extraordinaire dans le soutien des actions visant à atténuer l'abandon scolaire, les mariages précoces et les viols. Malgré cet engagement accru, les personnes interrogées dans les cinq pays ont pour la plupart déclaré que la participation

des femmes à la prise de décision locale n'a pas changé de manière significative en raison de la pandémie.

A l'inverse, au Niger, alors que les répondants ont rapporté, comme dans les autres pays, une augmentation similaire du niveau d'engagement communautaire des femmes depuis le début de la pandémie, les répondants au Niger ont également rapporté une augmentation de la participation des femmes dans les plateformes de prise de décision locales. La majorité des répondants qualitatifs au Niger ont déclaré avoir été témoins d'une participation accrue des femmes dans la prise de décision locale. Une personne interrogée a déclaré que les femmes occupent des postes au sein du conseil municipal et à la municipalité. Il a été également rapporté que les femmes membres des VSLA ont participé au processus électoral et ont présenté leur candidature aux élections régionales, municipales et législatives. La majorité des personnes interrogées ont déclaré que cela était dû à des années de séances de sensibilisation et de dialogue social dans les VSLA permettant aux femmes de participer davantage à la prise de décision locale. Une femme interrogée au Niger a déclaré : «maintenant, nous voyons plus de femmes leaders», et une autre a ajouté : «les femmes sont actives, et elles occupent des postes de leadership». Cela indique le pouvoir de la capacité collective des VSLA à faciliter l'engagement dans des actions communautaires informelles et à occuper des espaces de décision formels.



Pendant la pandémie, Kansiime Bonny, de l'Ouganda, et ses pairs de la VSLA ont reçu une formation au dialogue entre les ménages, qui vise à améliorer les relations entre les hommes et les femmes, à accroître l'égalité dans la prise de décision et à renforcer l'autonomie financière des femmes. Elle explique : «Après la formation, les hommes ont réalisé l'importance de prendre des décisions en famille et, avec leurs femmes, ils ont hiérarchisé les besoins et fixé des objectifs d'épargne.»

Besoins prioritaires

Dans cette section, nous examinons les besoins prioritaires que les membres individuels des VSLA mettent en évidence à la suite de la pandémie. Cela nous aide à façonner la réponse de CARE, ainsi qu'à fournir des informations à d'autres acteurs dans ce domaine. Dans l'enquête quantitative, les répondants ont reçu des options à réponse unique. En gardant cela à l'esprit, il est crucial de noter que lorsque nous constatons une réduction des besoins dans certains domaines, cela ne signifie pas que les répondants n'ont plus besoin de soutien dans ces domaines. L'enquête leur a seulement permis d'indiquer leur priorité numéro un.


















Bien que les membres des VSLA aient fait preuve de résilience et d'adaptation pendant la crise de la COVID-19 et qu'ils aient adapté leurs processus, leurs ressources et leur soutien envers leurs membres et leur communauté, les résultats montrent que deux ans après le début de la pandémie, ils ont du mal à rester résilients et ont besoin de plus de soutien.

Malgré quelques changements mineurs d'un cycle d'enquête à l'autre, la plupart des pays ont montré des besoins compatibles avec les impacts prioritaires signalés.

Bien que les membres des VSLA fassent preuve d'une grande résilience et d'une grande capacité d'adaptation, ils ont du mal à faire face à une pandémie aussi longue et ont besoin de plus de soutien.

UGANDA

En Ouganda, le pourcentage de femmes et d'hommes déclarant des besoins prioritaires est constant d'un cycle d'enquête à l'autre. Bien que les moyens de subsistance aient été signalés comme le domaine de besoin prioritaire pour les hommes et les femmes dans tous les cycles d'enquête, les données montrent une réduction dans les deux derniers cycles. Malgré cela, les moyens de subsistance restent le principal besoin déclaré. Il est suivi par l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et l'accès aux soins de santé. Par rapport aux autres pays, l'Ouganda présente le pourcentage le plus élevé de femmes et d'hommes interrogés signalant des besoins en matière de sécurité. Les entretiens qualitatifs en Ouganda ont identifié la nourriture et l'argent comme leur besoin le plus urgent. Les personnes interrogées ont déclaré que l'argent était nécessaire pour créer des entreprises afin de répondre aux besoins essentiels, notamment la nourriture, les médicaments et les frais de scolarité. Les personnes interrogées aspirent à renforcer leurs moyens de subsistance en continuant à épargner et à emprunter auprès des VSLA. Au cours de la diffusion des données de *Women (in VSLAs) Respond* dans les deux camps de réfugiés de Kyaka II et Kyangwali dans l'ouest de l'Ouganda, qui a touché 130 personnes (92 femmes), des besoins supplémentaires ont été mis en évidence, notamment l'accès au financement et aux transferts d'argent pour les besoins essentiels tels que la nourriture, et pour démarrer de petites entreprises dans les camps. En Ouganda, les répondants qualitatifs ont déclaré qu'il leur serait utile de développer les prêts, le crédit et de fournir un soutien à la reprise face à la COVID-19 pour renforcer les entreprises.

Besoin moyen par pays	BURUNDI		ÉTHIOPIE <small>(filles adolescentes)</small>	MALI		NIGER	NIGERIA		OUGANDA	
										
 Moyens de subsistance	25%	33%	13%	55%	70%	61%	32%	34%	35%	33%
 Sécurité alimentaire	6%	4%	0%	11%	6%	16%	29%	27%	5%	6%
 Matériaux pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène	52%	43%	45%	22%	13%	11%	15%	17%	20%	19%
 Accès aux soins de santé	8%	12%	2%	8%	3%	7%	13%	12%	19%	16%
 Soins de santé mentale	6%	5%	5%	0%	2%	1%	9%	8%	11%	11%
 Éducation	0%	0%	29%	1%	2%	0%	0%	0%	0%	0%
 Sécurité	2%	2%	6%	2%	4%	4%	2%	2%	10%	11%

Besoins prioritaires

NIGERIA

Au Nigeria, les femmes et les hommes interrogés ont systématiquement indiqué que les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire étaient les deux principaux besoins prioritaires, suivis par l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Les résultats montrent une augmentation considérable du pourcentage de femmes et d'hommes déclarant des moyens de subsistance lorsque l'on compare le premier (17% de femmes, 18% d'hommes) et le quatrième (63% de femmes, 64% d'hommes) cycle de données. Les besoins signalés en matière d'alimentation ou de nutrition ont changé au cours des différents cycles d'enquête : 15 % à 19 % au cours des premier et quatrième cycles et 50 % au cours du troisième cycle. En outre, le besoin de soins de santé et de santé mentale était relativement élevé au cours des deux premiers cycles de l'enquête pour les hommes et les femmes interrogés au Nigeria, avec une moyenne de 17% des femmes et 16% des hommes signalant des besoins en matière de santé mentale et de soins de santé, au cours des troisième et quatrième cycles de l'enquête. Ce taux a diminué à 4% des femmes et des hommes signalant des besoins dans ces deux domaines. Les répondants qualitatifs au Nigeria ont indiqué que la nourriture était le plus grand besoin des ménages, suivie par les intrants agricoles tels que les engrais et le financement pour soutenir l'agriculture. Les personnes interrogées ont partagé leur vision du renforcement et de la croissance de leurs entreprises et ont signalé le besoin d'un soutien pour une reprise rapide. Ils ont suggéré de fournir un soutien sous forme de matières premières, de biens d'équipement et de formation professionnelle.

Les personnes interrogées demandent régulièrement un soutien pour les intrants agricoles et la formation, ainsi qu'un soutien pour leurs autres activités génératrices de revenus.

NIGER

Les moyens de subsistance sont également le besoin prioritaire des femmes interrogées par les VSLA au Niger ; le taux moyen des quatre enquêtes montre que 61% des femmes au Niger ont donné la priorité aux moyens de subsistance. Le pourcentage de femmes sélectionnant cet impact prioritaire a augmenté de façon spectaculaire tout au long de l'enquête, passant de 41% au premier tour à 81% aux troisième et quatrième tours. Comme pour les domaines d'impact prioritaires, l'augmentation des besoins en moyens de subsistance peut s'expliquer par une production agricole particulièrement faible en 2021. Les personnes interrogées dans le cadre de notre enquête qualitative au Niger nous ont également dit avoir besoin d'argent et de matériel agricole pour renforcer leurs activités commerciales et rétablir leurs moyens de subsistance. Les femmes nigériennes placent systématiquement la sécurité alimentaire au deuxième rang de leurs besoins prioritaires, avec 14% à 19% de besoins alimentaires ou nutritionnels au cours des quatre enquêtes. Le besoin d'eau, d'assainissement et d'hygiène suit en troisième priorité. Ce besoin était élevé lors des deux premiers cycles de l'enquête, avec 18% au premier cycle et 24% au deuxième cycle. Cette situation a complètement changé lorsque davantage de femmes ont fait part de leurs besoins en matière de moyens de subsistance, et le pourcentage de femmes faisant état de besoins en eau, assainissement et hygiène était de 0% lors des deux derniers cycles. Les répondants qualitatifs au Niger ont exprimé leur besoin de soutien financier pour renforcer leurs entreprises et leur agriculture. Les répondants qualitatifs du Niger ont également indiqué qu'ils avaient besoin de kits d'hygiène, de nourriture et d'intrants agricoles.



CARE Nigeria

MALI

Au Mali, dans les six enquêtes, les femmes et les hommes interrogés ont identifié les moyens de subsistance comme leur besoin prioritaire. Bien qu'en moyenne 55% des femmes aient déclaré des besoins en moyens de subsistance au Mali, les données montrent que les hommes sont 15% plus susceptibles de déclarer des besoins en moyens de subsistance que les femmes interrogées. Au contraire, les femmes au Mali sont plus susceptibles de faire état de besoins en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène

(22% de femmes et 13% d'hommes), de nourriture ou de nutrition (11% de femmes et 6% d'hommes) et d'accès aux soins de santé (8% de femmes et 3% d'hommes). Les répondants qualitatifs au Mali ont exprimé leur besoin de soutien pour développer leur activité agricole, indiquant des besoins en équipements agricoles et en intrants agricoles. Les répondants qualitatifs ont également signalé le besoin d'un soutien en nature, en particulier de nourriture.

Besoins prioritaires

ÉTHIOPIE

Les adolescentes éthiopiennes ont constamment exprimé que l'eau, l'assainissement et l'hygiène étaient des besoins prioritaires tout au long des quatre cycles de l'enquête. Les données moyennes montrent que l'éducation est le deuxième besoin le plus important. Les besoins en matière d'éducation figuraient parmi les premiers besoins signalés lors des trois premiers cycles de l'enquête, avec 45% à 50% d'entre eux ; lors du quatrième cycle, le besoin en matière d'éducation a été réduit à seulement 26% des répondants. La baisse significative des besoins en matière d'éducation reflète la réouverture complète des écoles au quatrième tour de l'enquête. Les résultats ont également montré une augmentation progressive du nombre de répondants signalant des besoins en matière de moyens de subsistance. Lors des entretiens qualitatifs, les répondants ont exprimé leur besoin de continuer à reprendre pleinement leurs activités VSLA. Ils ont demandé un soutien pour restaurer leurs moyens de subsistance, ils veulent continuer à épargner, ils souhaitent obtenir un soutien pour renforcer et/ou démarrer de nouvelles activités génératrices de revenus. Ils ont donné la priorité au soutien du renforcement des capacités pour consolider leurs compétences commerciales ainsi qu'un soutien financier. Les adolescents comme les adultes interrogés ont déclaré avoir besoin d'un soutien en matière d'intrants agricoles sous la forme de semences améliorées et d'engrais. Les adolescentes ont également déclaré qu'elles avaient besoin de matériel éducatif, comme des livres, et de matériel sanitaire, notamment des équipements de protection individuelle et des serviettes hygiéniques.

BURUNDI

Au Burundi, les femmes et les hommes ont toujours considéré l'eau, l'assainissement et l'hygiène comme le besoin prioritaire numéro un. Ceci est en accord avec les domaines d'impact prioritaires rapportés. Nos entretiens qualitatifs au Burundi montrent que les hommes et les femmes donnent la priorité à l'eau et à l'hygiène car ici, ce sont les femmes qui effectuent le travail physique pour collecter et utiliser l'eau. Cependant, lors d'un pic de la COVID, beaucoup d'hommes ont fini par payer de l'eau supplémentaire pour répondre aux besoins de la famille. Les personnes interrogées au Burundi ont souligné la nécessité pour les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux d'accroître les investissements dans la construction de robinets d'eau publics. Les personnes interrogées ont déclaré que ces investissements devraient impliquer la communauté, y compris les membres des VSLA, afin de garantir un accès durable à l'eau potable pour les membres de la communauté. Les moyens de subsistance et l'accès aux soins de santé sont les deuxième et troisième besoins les plus signalés par les membres des VSLA. En ce qui concerne les moyens de subsistance, les répondants qualitatifs du Burundi ont surtout demandé un soutien pour renforcer leurs activités génératrices de revenus en fournissant du capital, des prêts et des équipements aux membres des VSLA. Les répondants du Burundi étaient moins susceptibles de faire état de besoins alimentaires ou nutritionnels.

Malgré les différences, les résultats montrent que les moyens de subsistance constituent un besoin critique pour la majorité des personnes interrogées dans les six pays, ce qui montre que les personnes interrogées ont un besoin urgent de soutien en matière de moyens de subsistance.



«Nous allons reprendre nos activités et nous rencontrerons nos amis comme nous le faisons auparavant. Je veux restaurer notre confiance et notre ambition afin que nous puissions terminer notre éducation, lutter contre le mariage précoce et devenir autonomes.»

- Mahlet Gulilat, 15 ans, chef de VSLA, Éthiopie



Terhas Berthe / CARE Éthiopie



«Nous devons avoir accès aux informations afin de pouvoir affronter toute crise sans crainte. Nous avons également besoin de soutien pour maintenir des activités économiques, car cela peut nous stabiliser en temps de crise. Avant la COVID, nous avions besoin de connaissances sur les activités économiques rentables. Pendant la COVID, toute notre attention était concentrée sur l'accès à l'information, afin que nous puissions nous stabiliser et nous sentir en sécurité. Maintenant, notre préoccupation est de préparer l'avenir de manière stable et de rester informés de l'évolution de la pandémie.»

- Christine Sibomana, fondatrice d'un groupe VSLA et superviseur de six groupes, Burundi

Diffuser les données

CARE a partagé les résultats de l'étude en interne au sein de CARE et en externe avec les gouvernements nationaux, y compris les bureaux ministériels, les gouvernements locaux, les agences des Nations Unies et d'autres ONG internationales tout au long de la collecte des données. La diffusion vise à fournir des preuves pour informer de la conception des programmes, influencer les politiques et élever les préoccupations des membres des VSLA du niveau local au niveau mondial. Les données ont également été partagées avec les membres de la communauté et les groupes VSLA. L'objectif est de s'assurer que les membres des VSLA, en particulier les femmes et les filles, et la communauté dans son ensemble ont accès aux résultats pour soutenir leurs actions collectives et leur leadership.

La diffusion a impliqué une série d'ateliers dans les six pays, au sein des communautés et avec les partenaires gouvernementaux et les ONG. Au Niger et en Ouganda, les résultats ont également été diffusés à la radio. En Éthiopie, les enseignants ont joué un rôle essentiel dans le partage des résultats avec les adolescentes et les étudiants. Outre les ateliers de diffusion réguliers avec les partenaires et les communautés, l'équipe de CARE a profité de divers événements tels que la Journée internationale de la femme, les 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre et des sommets mondiaux comme le 3e Sommet africain des filles pour présenter les résultats.

Au cours des séances de diffusion des données et de discussion, les membres des VSLA dans les six pays, en particulier les femmes, ont demandé un soutien financier et économique ciblé pour récupérer leurs revenus. En Éthiopie, des membres adultes des VSLA collaborent avec des adolescentes pour soutenir la diffusion. Le partage des résultats avec les dirigeants des VSLA signifie que les données ne sont pas seulement accessibles via CARE, mais également via les VSLA.

Dans les six pays, lors des diffusions de données et des séances de discussion, les membres des VSLAs, en particulier les femmes, ont demandé un soutien financier et économique ciblé pour récupérer leurs revenus. Ils ont également partagé leur vision de renforcer le soutien des VSLA aux membres et aux communautés par le biais des entreprises du groupe. Les répondants sont également préoccupés par l'éducation des enfants et ont souligné la nécessité d'une collaboration entre la communauté et le gouvernement local pour lutter contre le décrochage scolaire.

Le message principal de CARE dans la diffusion des données, est l'appel à une reprise de la COVID-19 qui soit inclusive et représente les besoins et les voix des femmes et des filles.

Toutes les données de **Women (in VSLAs) Respond** sont disponibles via notre [plateforme Women Respond](#).



«Avant cette enquête, nous n'avions aucune information sur la pandémie, nous ne faisons pas attention à l'impact le plus considérable de la COVID-19 sur la société et l'économie. Le fait de voir ces données nous a permis de comprendre la situation dans son ensemble et de réfléchir à l'impact sur notre groupe.»

- Rahil Amajaq, membre de la VSLA, Niger

Impact des données

En analysant et en diffusant les données de *Women (in VSLAs) Respond*, CARE et ses partenaires – incluant les VSLAs et les membres communautaires – développent une compréhension plus profonde de l'impact de la pandémie sur les femmes et les filles et s'adaptent à cette réponse.

Réponse de la communauté

La diffusion des données au niveau des groupes et des communautés avait l'objectif de soutenir les actions menées par les communautés. Bien que de nombreuses communautés aient eu du mal à planifier et à exécuter des actions collectives en raison de ressources limitées, l'accès aux données a inspiré une action généralisée des membres des VSLA. La collecte des données ne permet pas d'évaluer les actions communautaires après la diffusion des données, les informations ci-dessous sont donc basées sur le suivi des membres des VSLA et les observations de CARE et de ses partenaires.

Au Burundi, la diffusion des données a permis de sélectionner les femmes chefs de VSLA pour participer aux réunions administratives du gouvernement local. Au départ, les membres des VSLA ont travaillé avec l'administration pour soutenir les campagnes de santé et la sensibilisation de la communauté. Aujourd'hui, elles utilisent leur représentation pour soulever des questions clés concernant l'eau, l'hygiène et les moyens de subsistance auprès des décideurs locaux, notamment en faisant pression pour l'installation de l'eau dans les écoles.

Les groupes VSLA en Éthiopie ont utilisé les données pour faire pression avec succès sur le gouvernement local afin d'obtenir un soutien pour les activités VSLA. Les femmes et les filles des VSLA ont réussi à susciter des campagnes du

gouvernement local contre le mariage précoce et à aider les filles vulnérables à rester à l'école, ce qu'elles espèrent voir se poursuivre à l'avenir.

Au Mali, les femmes des VSLA utilisent les données pour influencer le ministère des femmes afin qu'il accorde la priorité au financement des entreprises créées par des femmes pendant la pandémie, afin de soutenir leur durabilité. Elles utilisent également les données pour faire campagne en faveur d'une plus grande représentation et d'un leadership féminin à différents stades des crises. Après la diffusion des données, les membres des VSLA ont également commencé à soutenir les groupes qui luttent pour reprendre leurs activités en partageant certains de leurs mécanismes d'adaptation de groupe.

Au Niger, les femmes chefs de VSLA jouent un rôle crucial dans la diffusion des données, non seulement auprès des membres de la communauté, mais aussi auprès des bureaux du gouvernement local. Les membres des VSLA utilisent les résultats des données pour soutenir les initiatives de vaccination en collaborant avec les centres de santé. En partageant leur expérience de l'impact de la pandémie, ils sensibilisent également les membres de la communauté à la nécessité de se faire vacciner.

Au Nigeria, les membres des VSLA ont été inspirés par les données pour prendre des mesures positives. Certaines VSLA ont mis en place une nouvelle forme de soutien commercial pour leurs membres qui ont des difficultés financières. Il s'agit de prêts en nature aux membres, comme de la nourriture et d'autres produits de petit commerce, et le bénéficiaire vend ces articles sur le marché local et partage le bénéfice avec le groupe. Les chefs de groupe ont déclaré avoir pris ces mesures pour atténuer certains



«Nous allons de maison en maison pour éduquer tout le monde dans le village».

-Mariama Seydou, secrétaire de son VSLA, Niger

Impact des données

des effets économiques négatifs de la pandémie sur les membres. Les membres des VSLA ont également plaidé pour que les enfants n'abandonnent pas l'école après la réouverture des classes et, dans certains cas, les groupes ont utilisé leurs fonds sociaux pour aider les enfants non scolarisés à retourner à l'école.

Dans tout l'Ouganda, les femmes membres de VSLA utilisent les données pour plaider en faveur de femmes dirigeantes dans les gouvernements locaux et pour relier les VSLA aux programmes gouvernementaux visant à l'inclusion financière des femmes. Les personnes interrogées ont déclaré que de tels liens faciliteraient le soutien financier pour stimuler les activités génératrices de revenus des membres du groupe ou des individus. Suite à la diffusion des données dans le Nil occidental, les VSLA prévoient des actions collectives pour soutenir les entreprises de groupe afin d'ouvrir des boulangeries et d'autres entreprises de groupe. Le bénéfice de ces investissements de groupe sera principalement utilisé pour accroître le capital du groupe. Les groupes prévoient également d'utiliser une partie des bénéfices pour soutenir des activités individuelles génératrices de revenus pour les membres.

Réponse des partenaires

En plus de soutenir les adaptations du programme de CARE, les résultats de *Women (in VSLAs) Respond* contribuent également aux adaptations faites par les partenaires, y compris les groupes communautaires. Au Burundi, les partenaires du gouvernement local ont accepté de travailler avec les femmes leaders du groupe VSLA pour soutenir la diffusion des campagnes de santé dans certaines provinces. En Éthiopie, les résultats ont conduit la communauté et les bureaux du gouvernement local à

collaborer à une campagne contre le mariage précoce ainsi qu'une campagne pour envoyer les filles à l'école. Toujours en Éthiopie, les acteurs locaux ont mobilisé de l'argent, du matériel scolaire et des vêtements pour soutenir les ménages économiquement vulnérables. En Ouganda, les conclusions de *Women (in VSLAs) Respond* contribuent à l'examen des progrès réalisés en matière d'autonomisation économique des femmes avec les gouvernements et d'autres partenaires. Les résultats contribuent également au travail du groupe de travail technique pour la stratégie nationale d'inclusion financière dont CARE Ouganda est membre, avec d'autres parties prenantes, y compris la Banque d'Ouganda et le ministère des Finances, de la Planification et du Développement économique.

Réponse de CARE

Les résultats de *Women Respond* ont soutenu l'engagement audacieux de CARE lors du Forum Génération Égalité d'investir 100 millions de dollars US afin de soutenir 10 millions de femmes et de filles en tant que leaders à travers des groupes d'épargne et de solidarité d'ici 2025. Non seulement CARE s'engage à utiliser ses propres ressources, mais nous nous engageons également à travailler en partenariat avec d'autres pour influencer le système plus large afin d'écouter et de répondre aux besoins et aux priorités des femmes dans les VSLA et de les engager et collaborer avec elles pour une meilleure reconstruction.

Outre les engagements de haut niveau, les résultats ont contribué à des adaptations de programmes. Par exemple, au Burundi, l'équipe de CARE a utilisé les résultats pour conseiller son programme d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes (GEWEP), d'adapter son budget et d'inclure des activités qui soutiendront les

initiatives communautaires liées à la reprise économique pendant la COVID-19 qui ciblent les femmes et les jeunes. De même, au Mali, l'équipe de CARE utilise les données pour guider les activités du programme GEWEP afin de soutenir les groupes VSLA sur les questions de violence basée sur le genre (VBG) et les droits des femmes. En conséquence, 92 groupes de lutte contre la VBG ont été créés et ont mené des actions de sensibilisation sur les VBG, les normes de genre et les droits des femmes auprès des membres de la communauté. En Éthiopie, le programme SPIR (Strengthen PSNP4 Institutions and Resilience) de CARE a fourni du matériel d'équipement de protection individuelle (EPI) et des serviettes hygiéniques pour les filles dans toutes les écoles afin de répondre aux besoins des élèves, en particulier des filles. Au Nigeria, CARE s'est adaptée en soutenant les membres des VSLA dans le cadre de notre programme ONU Femmes par le biais de formations visant à améliorer leurs activités génératrices de revenus et à renforcer leur capacité à faire des bénéfices. Ceci, à son tour, améliore leur capacité d'épargne.

Dans les six pays et dans le monde entier, CARE continue de partager les résultats complets de *Women (in VSLAs) Respond* afin que les voix des femmes et des filles puissent être pleinement intégrées dans la reprise économique et sociale post-pandémie, et que la programmation puisse être adaptée pour répondre à leurs besoins spécifiques.



Addis Girma

« Women (in VSLAs) Respond a aidé notre bureau à comprendre ce qui se passe sur le terrain en ce qui concerne l'impact de la COVID-19 chez les adolescentes, et notre capacité à atteindre les filles rurales a augmenté. Nous avons maintenant un plan mensuel pour atteindre les filles et les femmes dans chaque district. Nous travaillons désormais activement à prévenir les mariages précoces et à encourager l'éducation, l'épargne et le bien-être général des filles. »

- Addis Nigusse, coordinatrice du soutien aux femmes et aux enfants du bureau des femmes et des enfants du district de Chiro.

Conclusion et recommandations

Les résultats montrent que les membres des VSLA font preuve d'un leadership, d'une adaptation et d'une résilience remarquables pour faire face à l'impact direct et indirect de la COVID-19 dans leurs foyers, leurs groupes VSLA et leurs communautés. Les membres des VSLA sont des sources vitales de soutien financier et social pour leurs groupes et constituent une source essentielle de leadership et d'information dans la communauté. Malgré leur action collective et leur résilience, ainsi que leurs efforts continus pour adapter les fonctions de leurs VSLA, les résultats montrent que les VSLA et leurs membres sont confrontés à de multiples crises dans leurs contextes qui mettent à l'épreuve leur résilience et leur durabilité. Cela démontre qu'ils ont besoin d'un soutien continu de la part de différents acteurs pour atténuer les conséquences négatives de la pandémie de la COVID-19.

Les conclusions de ce rapport fournissent des indications aux gouvernements, aux décideurs politiques, aux donateurs et aux organisations qui travaillent avec les VSLA et leurs communautés. Les recommandations suivantes indiquent quelles adaptations et quel soutien peuvent être proposés.



«Je voudrais que nous ayons suffisamment de ressources pour aider les membres de la communauté à faire face à cette pandémie».

- Dicko Oumou Cisse, membre fondateur et présidente de sa VSLA, Mali.

Recommandations pour les acteurs gouvernementaux

Soutenir les besoins des membres des VSLA en matière de moyens de subsistance et de sécurité alimentaire :

- Cibler les membres des VSLA, en particulier ceux des ménages extrêmement vulnérables, avec des mécanismes tels que les transferts d'argent, les bons et l'aide alimentaire pour soutenir leurs moyens de subsistance et leurs besoins alimentaires urgents.
- Accorder les fonds de relance et de stimulation en lien avec la COVID 19, existants et futures, aux plans financiers et commerciaux des groupes VSLA.
- Intégrer les VSLA, en particulier les femmes, dans l'effort global de redressement économique, par exemple en soutenant les activités agricoles et génératrices de revenus et en favorisant la durabilité et la résilience aux chocs futurs.
- Collaborer avec les institutions financières pour permettre aux membres des VSLA d'accéder au crédit afin de soutenir leurs entreprises et leurs activités agricoles.
- Soutenir les agriculteurs pour qu'ils aient accès à des intrants et équipements agricoles améliorés afin de leur permettre de faire face à l'augmentation du coût des intrants agricoles sur le marché. Soutenir les agriculteurs, en particulier les femmes, en leur fournissant des techniques agricoles améliorées.
- Intégrer les VSLA dans les programmes existants de protection sociale et de filet sociaux pour aider à renforcer la résilience des groupes, de leurs membres et de leurs communautés face aux urgences futures.
- Répondre aux besoins spécifiques au contexte ou à la démographie, car ceux-ci varient d'un pays à l'autre

Renforcer le soutien et la protection psychosociale contre la violence basée sur le genre (VBG) :

- Garantir la disponibilité et l'accessibilité de l'aide psychosociale et des services de prévention et de réponse à la violence basée sur le genre, y compris les soins de santé primaires, d'urgence, sexuels et reproductifs, ainsi que les services de signalement et de protection juridique.
- Étendre le soutien pour offrir des espaces sûrs aux femmes et un soutien psychosocial en réponse aux problèmes croissants de santé mentale.
- Renforcer les mécanismes locaux pour détecter et répondre aux mariages précoces et forcés.

Continuer de s'attaquer aux normes de genre et collaborer avec les femmes dirigeantes :

- Renforcer les approches visant à aborder la question du genre et des normes sociales néfastes par le biais de l'engagement et de la discussion au sein de la communauté.
- Élaborer et promouvoir des politiques et des activités intégrant la dimension de genre et répondant aux différents besoins des femmes et des hommes, des garçons et des filles.
- Collaborer avec les femmes dirigeantes pour favoriser l'engagement significatif des femmes dans les décisions locales et nationales de réponse et de rétablissement et dans la mobilisation communautaire.
- Formaliser un engagement régulier avec les membres et les dirigeants de la communauté, en particulier les femmes, pour contribuer à l'élaboration des politiques.

Renforcer et plaider pour une collecte régulière des données :

- Recueillir systématiquement des données ventilées, par sexe et par âge au niveau communautaire, y compris des informations qualitatives afin de servir de système d'alerte précoce.
- La collecte de données parmi les groupes d'épargne au niveau communautaire soutenus par le gouvernement, doit inclure le statut de l'épargne des groupes et des individus, l'accès au crédit, et d'autres fonctions de base du groupe pour assurer la durabilité.



Recommandations pour les organisations non gouvernementales

Renforcer ou étendre les programmes de subsistance qui ciblent les groupes VSLA :

- Se concentrer sur la co-conception de programmes de moyens de subsistance avec les membres des VSLA pour conduire le rétablissement des moyens de subsistance de la communauté, en mettant l'accent sur les femmes.
- Intégrer dans les mécanismes de programmation tels que les transferts d'argent, les bons d'achat et l'aide alimentaire pour répondre aux besoins urgents en matière de moyens de subsistance et de nourriture.
- Soutenir, par la formation et le financement, les activités génératrices de revenus des groupes.
- Fournir un soutien aux agriculteurs pour qu'ils puissent accéder à des intrants et des équipements agricoles améliorés afin de faire face à l'augmentation du coût des intrants agricoles sur le marché, y compris la formation et le renforcement des capacités en matière d'agriculture améliorée.
- Collaborer avec les gouvernements et les institutions financières pour soutenir l'accès des VSLA au crédit.

Accroître les investissements pour lutter contre les normes de genre et soutenir les femmes dirigeantes.

- Collaborer avec les VSLA, les membres de la communauté, les groupes de femmes, les femmes leaders et les institutions locales formelles et informelles pour renforcer la réflexion et les dialogues sur les normes de genre.
- Soutenir les institutions locales par le biais de financements et de formations afin de renforcer leur capacité à prévenir et à répondre à la violence basée sur le genre et au mariage précoce.

Renforcer la collecte régulière de données quantitatives et qualitatives.

- Investir de manière durable et stratégique dans la collecte régulière de données quantitatives ventilées, classée par sexe et par âge, pour recueillir les expériences, les besoins, le statut de l'épargne et d'autres indicateurs pertinents des groupes VSLA et des membres de la communauté, en se concentrant non seulement sur la pandémie mais aussi sur les chocs spécifiques au contexte.
- Combiner des données quantitatives avec des recherches qualitatives.
- Soutenir d'autres acteurs, comme le gouvernement local, pour saisir, documenter et partager les données régulières des VSLA et des membres de la communauté.
- Publier et partager les données et les résultats avec le gouvernement, les décideurs politiques et d'autres organisations.

- Veillez à ce que les conclusions soient partagées avec les membres de la communauté, en particulier les femmes, afin de soutenir leurs actions collectives.
- Utiliser continuellement les résultats pour informer la programmation afin de renforcer les interventions de relèvement dirigées par la communauté et tenant compte de la dimension de genre.

Investir dans le renforcement du plaidoyer et soutenir le plaidoyer mené par les communautés :

- Rationaliser les efforts de plaidoyer aux niveaux mondial et régional pour influencer les décisions, les politiques et les financements afin de répondre fermement aux besoins des femmes et des filles dans le processus de relance économique.
- Promouvoir l'engagement inclusif des VSLA auprès des institutions financières.
- Plaider contre les mariages précoces et forcés et pour une meilleure prévention et réponse à la VBG.
- Soutenir les femmes de la communauté et les organisations locales dirigées par des femmes et défendant les droits des femmes afin qu'elles soient en première ligne pour défendre leur action.

Recommandations pour les donateurs

- Promouvoir, soutenir et financer activement les programmes qui soutiennent les politiques et les programmes de relance économique dirigés par les communautés et centrés sur les femmes.
- Augmenter le financement qui facilite directement les transferts d'argent liquide au niveau communautaire.
- Promouvoir l'intégration des VSLA et des groupes de femmes dans les systèmes financiers nationaux et mondiaux.
- Garantir l'investissement dans des programmes de redressement qui prennent en compte les normes de genre et traitent efficacement la prévention et la réponse à la VBG.
- Plaider en faveur de programmes de redressements de la COVID-19 intégrant la dimension de genre au niveau mondial et national, notamment pour influencer les dirigeants et les décideurs mondiaux.
- Investir dans la collecte régulière de données afin de recueillir et d'utiliser systématiquement des données quantitatives et qualitatives dans toutes les interventions, afin de pouvoir faire entendre la voix des femmes. Exiger une évaluation et une analyse de genre dans toute intervention.

Remerciements

La sous-initiative *Women (in VSLAs) Respond* a été rendue possible grâce au généreux financement de la Fondation Bill & Melinda Gates.

Nous remercions tout particulièrement les personnes suivantes pour leur contribution au projet *Women (in VSLAs) Respond*

Chef de projet et auteur : Kalkidan Lakew Yihun

CARE Burundi: Josee Ntabahungu, Nicedore Nkurunziza

CARE Éthiopie: Serkadis Admasu, Metasebia Legesse, Tewodros Negash

CARE Mali: Ladjji Binoko Sidibe, Abdoulaye Moussa Toure, Oumar Diarra

CARE Niger: Idi Mahaman Moutari, Dawalak Ahmet

CARE Nigeria: Joseph Tijani, Adoga Ogah, Habeeb Sulaiman

CARE Ouganda: Melch Natukunda, Sam Okello, Irene Khaoya

CARE USA: Vidhya Sriram, Emily Janoch, Diana Wu, Katherine Ndebele, Christian Pennotti, Grace Majara, Aisha Rahamatali

Fondation Bill & Melinda Gates : Sybil Chidiac

Rédactrice en chef Emma Langbridge | **Designer** Paul Lewis

Voir le tableau de bord *Women Respond* à l'adresse care.org/womenrespond

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Kalkidan Lakew Yihun | Coordinateur de programme | *Women (in VSLAs) Respond*
kalkidan.lakewyihun@care.org

Notes de fin

1 CARE, mars 2022. She Told Us So (Again). Analyse rapide du genre : Voix, besoins et leadership des femmes. https://www.care.org/wp-content/uploads/2022/03/CARE-SheToldUsSo_3.2022-Rapid-Gender-Analysis.pdf

2 Carmen de Paz Nieves, Isis Gaddis, & Miriam Muller, juin 2021. Le genre et la COVID-19 : Qu'avons-nous appris, un an après ? Document de travail de recherche sur les politiques. Groupe de la Banque mondiale. [worldbank.org/bitstream/handle/10986/35829/Gender-and-COVID-19-What-have-we-learned-one-year-later.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/35829/Gender-and-COVID-19-What-have-we-learned-one-year-later.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

3 Groupe de la Banque mondiale, janvier 2022. Perspectives économiques mondiales. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/36519/9781464817601.pdf>

4 Carmen de Paz Nieves, Isis Gaddis, & Miriam Muller, juin 2021. Le genre et la COVID-19 : Qu'avons-nous appris, un an après ? Document de travail de recherche sur les politiques. Groupe de la Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/35829/Gender-and-COVID-19-What-have-we-learned-one-year-later.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

Burki, T. (2020). L'impact indirect de la COVID 19 sur les femmes. The indirect impact of COVID-19 on women. The Lancet: Infectious Diseases, 20(8), 904-905. [https://www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099\(20\)30568-5/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099(20)30568-5/fulltext)

5 CARE, mars 2022. Elle nous l'a dit (encore). Analyse rapide du genre : Voix, besoins et leadership des femmes. https://www.care.org/wp-content/uploads/2022/03/CARE-SheToldUsSo_3.2022-Rapid-Gender-Analysis.pdf

CARE, septembre 2020. Elle nous l'a dit. Analyse rapide du genre : Combler les lacunes des données pour rétablir l'égalité. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/RGA_SheToldUsSo_9_18_20.pdf

CARE, 2020. Ou sont les femmes? L'absence flagrante des femmes dans les équipes et les plans d'intervention COVID 19 et pourquoi on a besoin d'elles. https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/attachments/CARE_COVID-19-womens-leadership-report_June-2020.pdf

6 CARE, octobre 2020. Girl-Driven Change: Répondre aux besoins des adolescentes pendant et après le COVID-19. <https://www.care.org/wp-content/uploads/2020/10/CARE-USA-Adolescent-Girls-and-COVID-19-FINAL-Report.pdf>

7 Emery Manirambona, Henna Reddy, Emmanuel Uwiringiyimana, Theogene Uwizeyimana, Archith Kamath, Sai Arathi Parepalli, Salvador Sun Ruzats, Blaise Ntacyabukura, Sheikh M S Islam, Attaullah Ahmadi, Don E Lucero-Priso III, 2021. Burundi's 'Worst Enemy': La lutte nationale contre la COVID-19. Revue nationale de santé publique. 2021; 16 (Numéro spécial 1) : 55-58. <https://journal.fkm.ui.ac.id/kesmas/article/download/5029/1196>

8 Ibid

9 Ibid

10 ADEA, UA/CIEFFA, APHRC, août 2021. Réouverture des écoles en Afrique pendant la pandémie de la COVID-19. https://www.adeanet.org/sites/default/files/school_reopening_kix_observatory.pdf

11 FMI, 2021. Réponse politique à COVID-19. Site Internet. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>

12 Ibid

13 FMI, 2021. Réponse politique à COVID-19. Site Internet.

14 UNICEF, 15 octobre 2020. Les écoles rouvrent au Niger après la fermeture pour cause de pandémie <https://www.unicef.org/niger/press-releases/schools-reopen-niger-after-pandemic-closings>

15 FMI, 2021. Réponse politique à la COVID-19. Site Internet.

16 République d'Ouganda, 2021. Site web du centre d'information sur la réponse COVID-19. <https://covid19.gou.go.ug/timeline.html>

17 FMI, 2021. Réponse politique à la COVID-19. Site Internet.

18 ADEA, UA/CIEFFA, APHRC, août 2021. Réouverture des écoles en Afrique pendant la pandémie de la COVID-19. https://www.adeanet.org/sites/default/files/school_reopening_kix_observatory.pdf

19 [Données de la Banque mondiale 2020](#)

20 [Tableau de bord des coronavirus de l'Organisation mondiale de la santé](#) (consulté le 7 mai 2022)

21 [Tableau de bord des coronavirus de l'Organisation mondiale de la santé](#) (consulté le 7 mai 2022)

22 [Tableau de bord des coronavirus de l'Organisation mondiale de la santé](#) (consulté le 7 mai 2022)

23 [FICR, 2020. Révision par la FICR des décrets d'urgence : Burundi.](#)

24 [FMI, 2021. Réponse politique à COVID-19.](#)

25 [FMI, 2021. Réponse politique au COVID-19](#)

26 [FMI, 2021. Réponse politique au COVID-19](#)

27 Ministère fédéral de la santé. Site web. [Ministre de la Santé : Premier cas de COVID-10 confirmé au Nigeria](#)

28 République d'Ouganda, 2021. Site web du centre d'information sur la réponse COVID-19. <https://covid19.gou.go.ug/timeline.html>

29 Emery Manirambona, Henna Reddy, Emmanuel Uwiringiyimana, Theogene Uwizeyimana, Archith Kamath, Sai Arathi Parepalli, Salvador Sun Ruzats, Blaise Ntacyabukura, Sheikh M S Islam, Attaullah Ahmadi, Don E Lucero-Priso III, 2021. Burundi's 'Worst Enemy': The Country Fight Against COVID-19. National Public Health Journal. 2021; 16 (Special Issue 1): 55-58. <https://journal.fkm.ui.ac.id/kesmas/article/download/5029/1196>

30 Ibid

31 Ibid

32 ADEA, UA/CIEFFA, APHRC, August 2021. School Reopening in Africa During the COVID-19 Pandemic. https://www.adeanet.org/sites/default/files/school_reopening_kix_observatory.pdf

33 FAO, février 2022. SMIAIR, fiche pays : Niger 2-février-2022. <https://reliefweb.int/report/niger/gIEWS-country-brief-niger-2-february-2022>

34 FAO, mai 2021. Vue d'ensemble de la réponse au Niger - mai 2021. <https://reliefweb.int/report/niger/niger-response-overview-may-2021>

35 <https://adf.org.au/drug-facts/khat/>